

FACE À UNE CONCURRENCE
RUDE SUR LE MARCHÉ MONDIAL DU GAZ

L'Algérie intensifie ses investissements

L'Algérie est appelée à augmenter sa production en gaz afin de préserver ses parts du marché, notamment en Europe. Depuis le déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, le marché gazier a été bouleversé. Le gaz est devenu le champ de bataille entre les grands producteurs mondiaux, notamment la Russie, l'Algérie, le Qatar, l'Iran, les Etats-Unis et autres. P 3



INVESTISSEMENT
DANS L'HYDRAULIQUE

**Un budget
de 164, 06 milliards
DA alloué en 2024**

L'Algérie intensifie ses investissements dans le domaine hydraulique, notamment dans les ressources non conventionnelles. De grands projets pour la réalisation d'usine de dessalement de l'eau de mer sont au programme. Des moyens financiers importants sont mobilisés à cet effet. Selon le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, son secteur bénéficiera d'un budget de 211,731 milliards de DA dans le cadre du projet de la loi de Finances (PLF 2024), dont 164,06 milliards de DA comme investissement.

P 2

VIANDES BLANCHES

**Des mesures urgentes
pour réduire les prix**



Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris, en concertation avec tous les acteurs de la filière viandes blanches, "des mesures urgentes" par rapport à la flambée des prix injustifiée, enregistrée récemment malgré une abondante production, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

P 5

BANQUES

**Lancement de
l'ouverture du capital
du CPA avant fin 2023**

Le ministre des Finances, Laaziz Faid a fait état, lundi à Alger, de l'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) avant fin 2023 et de l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL) vers la mi-2024.

P 3

AFIN DE FAVORISER
L'INTÉGRATION INDUSTRIELLE

**Le ministre Aoun
appelle à diversifier
les investissements**

P 4

PRIX DES PRODUITS DE LARGE
CONSOMMATION

**Vers le plafonnement
des marges
bénéficiaires**

P 3

EL TARF

**Un programme
pour la culture
du tournesol**

P 6

BLIDA/AEP

Derbal reçoit une délégation parlementaire de la wilaya

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a reçu, dimanche à Alger, des parlementaires de la wilaya de Blida afin de s'enquérir de leurs préoccupations liées au secteur dans cette wilaya, indique un communiqué du ministère. Cette réunion, qui s'est déroulée au siège du ministère en présence de ses cadres, du directeur des ressources en eau de la wilaya de Blida et des directeurs locaux de l'Algérienne des eaux (ADE) et de l'Office national de l'assainissement (ONA), s'inscrit dans le cadre des rencontres du ministre avec les membres des deux chambres du Parlement. A cette occasion, les parlementaires ont transmis les préoccupations des habitants de la wilaya de Blida concernant le secteur de l'hydraulique, notamment l'approvisionnement en eau potable, le service public de l'assainissement et l'irrigation, précise le communiqué. Le ministre a, dans ce cadre, mis en avant les différentes mesures prises par le secteur pour améliorer le service public de l'eau dans la wilaya de Blida, qui a connu une importante croissance démographique avec les nouveaux pôles urbains de Bouinane et Safsaf. Cette évolution nécessite, a-t-il dit, la diversification des sources d'approvisionnement en eau, à travers la réalisation de forages à moyen terme et le raccordement à la station de dessalement de l'eau de mer de Fouka 2, en cours de réalisation, afin d'assurer l'alimentation en eau potable dans la wilaya. M. Derbal a en outre insisté sur le développement du service public de l'assainissement, à travers l'amélioration de son réseau et la réalisation de stations de traitement tertiaire des eaux usées pour l'utilisation des eaux traitées dans l'agriculture pour l'irrigation des fruits et légumes produits dans la Mitidja. Le ministre a, par ailleurs, donné des instructions aux cadres du secteur ainsi qu'aux services locaux afin de redoubler d'efforts pour concrétiser les programmes de développement et les programmes d'urgence dans la wilaya à travers la réalisation des projets selon les normes de qualité requises et dans les délais impartis.

INVESTISSEMENT DANS L'HYDRAULIQUE

Un budget de 164, 06 milliards DA alloué en 2024

L'Algérie intensifie ses investissements dans le domaine hydraulique, notamment dans les ressources non conventionnelles. De grands projets pour la réalisation d'usine de dessalement de l'eau de mer sont au programme. Des moyens financiers importants sont mobilisés à cet effet.

Par Slimane T

Selon le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, son secteur bénéficiera d'un budget de 211,731 milliards de DA dans le cadre du projet de la loi de Finances (PLF 2024), dont 164,06 milliards de DA comme investissement. Selon les détails du ministre qui a présenté un exposé devant la Commission des finances et du budget de l'APN, cette importante enveloppe financière sera orientée principalement vers 353 nouvelles opérations pour lesquelles un montant de 125,64 milliards de dinars a été alloué, et 38,42 milliards de dinars sont alloués à la réévaluation des

opérations du programme en cours. Quant aux allocations de paiement, elles se sont élevées à 332,37 milliards de DA alloués au nouveau programme et aux opérations du programme en cours. Le ministre a indiqué dans sa présentation que les dotations financières au secteur dans ce projet de loi interviennent au milieu du nouveau dynamisme que connaît l'Algérie, à travers le lancement de nombreux investissements visant le développement social et économique du pays, en accompagnant le secteur de l'irrigation pour fournir un service public dans le domaine de l'eau potable, pour la boisson, la désinfection et la fourniture d'eau d'irriga-

tion pour l'agriculture et les besoins du secteur industriel. Le ministre avait affirmé dans une déclaration à la presse que l'Algérie dispose de tous les moyens et potentiels pour assurer sa sécurité hydrique en prévoyant un grand programme de réalisation de structures hydrauliques d'appui. Plusieurs stations de dessalements de l'eau de mer sont en cours de réalisation et cinq nouvelles autres usines seront lancées en 2024. Une fois ces projets réceptionnés l'Algérie renforcera sa sécurité hydrique, dont 60% des besoins des Algériens seront assurés par l'eau de dessalement.

ACHÈVEMENT DU PROJET DE LA PÉNÉTRANTE DE MASCARA VERS L'AUTOROUTE EST-OUEST
10 milliards DA alloués

Une enveloppe financière de 10 milliards DA a été allouée pour l'achèvement du projet de réalisation de la pénétrante de Mascara vers l'autoroute Est-ouest sur une distance de 43 km, a-t-on appris, lundi, du chef du projet Hayani Belkacem. Un montant de 7 milliards DA de cette enveloppe financière, inscrite au titre du programme sectoriel, est destiné à l'achèvement

du tronçon entre les communes de Hassine et Ras El-Ain Amirouche sur une distance de 25 km, a indiqué la même source, signalant que les travaux restants de ce tronçon concernent la réalisation de deux ponts et 13 autres ouvrages d'art, outre le bitumage de la route. La réalisation de ce tronçon, dont le taux d'avancement des travaux est actuellement de 86

pc est prise en charge par un groupe algéro-chinois, sachant que 3 milliards DA de cette enveloppe financière sont dédiés aux travaux de réalisation du deuxième tronçon du projet entre les communes de Hassine et El keurt sur une distance de 18 km, dont les travaux sont confiés à un groupe algéro-espagnol, avec la réalisation de sept ponts, 16 autres ouvrages d'art

et la pose de béton bitumeux, selon le même responsable. Pour rappel, le Conseil des ministres tenu le 15 octobre dernier, présidé par le président de la République M. Abdelmadjid Tebboune a donné son accord pour l'achèvement de la réalisation de deux pénétrantes reliant les wilayas de Mascara et Tizi Ouzou à l'autoroute Est-ouest.

PLF 2024

848 milliards de DA pour le secteur de la Santé

Le ministre de la Santé Abdelhak Saihi, qui intervenait dimanche, devant la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN), dans le cadre de l'examen des budgets sectoriels proposés dans le projet de loi de finances (PLF) pour l'exercice 2024 a fait savoir que son secteur a reçu une accréditation financière de plus de 848 milliards de dinars dans le cadre du projet de la loi des finances 2024. « Le budget du secteur de la santé pour l'année 2024 sera dédié aux charges de fonctionnement, en plus des régularisations salariales des fonctionnaires et la réalisation de nouvelles infrastructures notamment dans les zones isolées. Il s'agit de la mise en œuvre d'une vision stratégique, visant à améliorer la qualité du service et à prendre en charge les préoccupations des employés », a-t-il expliqué. Dans son exposé, M. Saihi a affirmé que son secteur « bénéficie, au titre du PLF 2024, de crédits budgétaires à hauteur de

848 mds DA, qui seront mobilisés dans le cadre de la vision stratégique de la politique d'objectifs », a précisé le communiqué. « Il s'agit de 238 mds DA pour la prévention, 17 mds DA pour la formation et 551 mds DA pour l'administration générale, la gestion des établissements et des hôpitaux et l'acquisition des médicaments », a détaillé le ministre. Le PLF 2024 prévoit « 145 mds DA pour la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), 19 mds DA pour l'Institut Pasteur d'Algérie, 36 mds DA pour la concrétisation du programme national de vaccination et 45 mds DA pour l'amélioration des services de santé et leur rapprochement des citoyens », a ajouté M. Saihi. La ministre a également évoqué dans son exposé « la prise en charge des régions reculées ne disposant pas de couverture sanitaire », « la réalisation de nouvelles structures de santé », ainsi que « le règlement budgétaire suite à la revalorisation des salaires des personnels ».

Suite à la présentation du ministre, les membres de la commission ont salué « les efforts consentis par la direction du secteur, notamment durant la pandémie de Covid-19 », appelant à assurer les spécialités nécessaires telles que la gynécologie-obstétrique et la chirurgie pédiatrique, notamment dans les wilayas intérieures, à ouvrir des centres pour les patients atteints de cancer dans les différentes wilayas et à améliorer la prise en charge des malades chroniques en mettant en place des équipes médicales spécialisées. Dans le même contexte, ils ont mis en avant « l'importance de doter les CHU d'équipements modernes et les centres de santé d'ambulances et de fournir du matériel de médecine d'urgence », appelant à « œuvrer à trouver une solution pour le transport des patients et à lever le gel sur les agréments des pharmaciens et des paramédicaux diplômés des écoles privées agréées par l'Etat ».

Synthèse R E.

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

FACE À UNE CONCURRENCE RUDE SUR LE MARCHÉ MONDIAL DU GAZ

L'Algérie intensifie ses investissements

L'Algérie est appelée à augmenter sa production en gaz afin de préserver ses parts du marché, notamment en Europe. Depuis le déclenchement de la guerre entre l'Ukraine et la Russie, le marché gazier a été bouleversé.

Par Zahir R

Le gaz est devenu le champ de bataille entre les grands producteurs mondiaux, notamment la Russie, l'Algérie, le Qatar, l'Iran, les États-Unis et autres. La concurrence s'amplifiera avec l'entrée sur scène de nouveaux producteurs comme l'Égypte qui vient de réaliser une grande découverte en méditerranée. Des investissements colossaux ont été lancés par les pays producteurs, notamment pour le transport du gaz via des gazoducs et méthaniers. Donc, l'Algérie doit multiplier ses opérations d'exploration afin d'augmenter ses réserves afin de relever deux défis. Le premier c'est de répondre aux besoins du marché local, dont la croissance de la demande est de 8% par an. Le deuxième défi, c'est la préservation de ces parts sur le marché à l'international et de conquérir de nouvelles parts. Conscient de cette réalité, le groupe Sonatrach a annoncé un plan d'investissement de 40 milliards de dollars pour la période de 2023-2027, dont 18 milliards dans le gaz. Ceci témoigne sur la volonté du groupe d'augmenter ses capacités de production en gaz, en investissant fortement dans l'exploration et le développement de nouveaux gisements soit en solo ou avec des partenariats. D'ailleurs, il est prévu

le lancement des premiers forages en offshore dès 2024 au large de la méditerranée, à Mostaganem (ouest du pays) et à Annaba (Est du pays). Selon l'expert et ex-PDG d'une filiale de Sonatrach, Baghdad Mandouch, il est possible de trouver des gisements importants au large de la mer, permettant de renforcer les capacités nationales en gaz. Pour lui, notre espoir est dans l'offshore. «Sonatrach utilise les dernières technologies dans l'exploration du gaz (système sismique 3 D), mais nous n'avons pas fait de grandes découvertes similaires à celui de Hassi Rmel. Donc, notre espoir est dans l'offshore et en pourra faire une découverte importante comme celle de l'Égypte ou celle au large de Gaza occupée par l'état sioniste par la compagnie américaine Exxonmobil», affirme-t-il dans une déclaration à la radio. Cette région de méditerranée est riche en gaz. Le groupe Sonatrach avec son partenaire italien «ENI» a lancé des opérations d'exploration depuis une dizaine d'année, rappelle l'intervenant. Outre l'augmentation de la production, l'Algérie intensifie ses efforts pour la réalisation de nouveaux gazoducs pour le transport du gaz vers le marché traditionnel l'Europe via l'Italie et l'Espagne et également la finalisation du projet de gazoduc trans-saharien (dit aussi NI-

GAL) entre Lagos et Alger. Ce dernier connaît un intérêt particulier de l'UE qui a affiché sa disponibilité pour le financement de cet important projet, lui permettant de renforcer sa sécurité énergétique. Les discussions sont à un stade bien avancé, indique l'expert Mandouch, en affirmant que ce projet permettra à l'Algérie de renforcer sa position sur l'échiquier mondial de l'Énergie, en devenant un hub gazier. Depuis le déclenchement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, plusieurs projets pour la réalisation de nouveaux gazoducs à travers le monde ont été lancés. Il y a celui de la Russie à la Chine, du Qatar via la Syrie vers l'UE. De l'avis de M. Baghdad Mandouch, expert en énergie et ex-PDG d'une filiale de Sonatrach, en dépit des efforts pour le développement des énergies renouvelables, le gaz naturel demeure, avec le pétrole, les énergies essentielles pour le monde. Ils constituent, depuis une soixantaine d'années, entre 55% et 60% de l'énergie mondiale. De ce fait, la bataille du gaz avait déjà commencé au moins depuis quatre années et elle s'est amplifiée depuis la conférence sur le climat qui s'est tenue à Sharm El-Cheikh (Égypte) où le gaz a été classé comme énergie propre.

PRIX DES PRODUITS DE LARGE CONSOMMATION

Vers le plafonnement des marges bénéficiaires

Le ministre du Commerce, M. Tayeb Zitouni, a tenu ce lundi une réunion de travail avec les opérateurs économiques avec comme objectif de limiter les marges bénéficiaires et le plafonnement des prix de certains produits de large consommation. Selon un communiqué du ministère, le directeur général de l'OAIC, Nacereddine Messaoudi, le président du conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, et le président de la confédération des industriels algériens Abdelouahed Ziani et le secrétaire général par intérim de l'union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA) et des représentants des associations pour la protection du consommateur, étaient présents lors de cette réunion consultative. Au cours de cette réunion, le ministre a insisté sur l'importance de la limitation des marges bénéficiaires et la moralisation du commerce à travers le renforcement de la confiance mutuelle et la protection du pouvoir d'achat des citoyens. « Cette rencontre renforce le principe de la consultation et du dialogue pour mettre en place des bases solides pour l'approvisionnement et la stabilisation du marché en plus du renforcement de la transparence dans les pratiques commerciales » lit-on dans le communiqué du ministère. Les conclusions de cette rencontre contribueront, ajoute la même source, à l'enrichissement de la charte spéciale pour le plafonnement des marges bénéficiaires qui touchera les prix des produits de large consommation. « Le ministre a écouté l'ensemble des propositions des intervenants qui ont salué l'approche participative adoptée par le ministère du commerce » conclut la même source.

R E.

LE MARCHÉ ANTICIPE DE NOUVELLES COUPES

Le pétrole monte avant l'OPEP+

Les prix du pétrole montaient lundi, poussés par les attentes du marché d'une annonce de l'Arabie saoudite sur son niveau de production pour 2024 à l'approche d'une réunion ministérielle du groupe Opep+. Vers 10H20 GMT (11H20 HEC), le baril de la mer du Nord pour livraison en janvier prenait 0,96% à 81,38 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison

en décembre, dont c'est le dernier jour de cotation, gagnait 0,87% à 76,55 dollars. Le pétrole brut se redresse, "les spéculations sur une éventuelle extension des réductions de production par l'OPEP (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) ayant permis d'atténuer la récente chute des cours", commente Ipek Ozkardeskaya, analyste chez Swissquote. La prochaine réunion ministérielle de l'Opep et ses alliés doit

se tenir dimanche à Vienne, siège de l'alliance. Les prix des deux références mondiales du brut ont subi d'importantes pertes la semaine dernière "après une liquidation spectaculaire motivée par des craintes de surabondance de l'offre", explique Jorge Leon, analyste chez Rystad Energy. Les marchés pétroliers attendent donc avec d'autant plus d'impatience "la décision de l'Arabie saoudite concernant ses ré-

ductions volontaires de production de pétrole brut d'un million de barils par jour", poursuit-il. Le leader de facto de l'OPEP+ avait en effet décidé de réduire sa production d'un million de barils par jour en marge de la dernière réunion ministérielle du groupe, en juin dernier. Une réduction ensuite prolongée mensuellement jusqu'à septembre, puis jusqu'à la fin de l'année.

R E/Agence

BANQUES

Lancement de l'ouverture du capital du CPA avant fin 2023

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd a fait état, lundi à Alger, de l'ouverture du capital du Crédit populaire d'Algérie (CPA) avant fin 2023 et de l'ouverture du capital de la Banque de développement local (BDL) vers la mi-2024. Dans une déclaration à la presse en marge de sa présentation de la proposition de loi organique modifiant et complétant la loi organique relative aux lois de finances, modifiée et complétée, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation, le ministre a indiqué "comme annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, il sera procédé à l'ouverture du capital de deux banques publiques".

"Il s'agit de l'ouverture du capital du CPA, avant la fin de l'année en cours, et de celui de la BDL", a-t-il précisé. Quant à la BDL, il sera procédé à l'ouverture de son capital "à la fin juin 2024". Le président de la République avait annoncé, jeudi, lors d'une rencontre avec les opérateurs économiques, le lancement de l'opération d'ouverture, à hauteur de 30%, du capital de deux banques publiques aux investisseurs du secteur privé. Il est à rappeler que le ministre des Fi-

nances, Laazid Faïd a présenté, lundi à Alger, le projet de loi organique modifiant et complétant la loi organique n 18-15 du 2 septembre 2018, relative aux lois de finances, modifiée et complétée, devant la Commission des affaires économiques et financières du Conseil de la nation. Intervenant devant les membres de la Commission, lors d'une séance présidée par le président de la Commission, Miloud Hanafi, M. Faïd a relevé la possibilité de prendre en charge, dans le cadre de ce projet de loi, les préoccupations relatives aux difficultés auxquelles étaient confrontées les

services des deux chambres du Parlement en matière d'application des dispositions de cette loi, à travers l'introduction de certaines mesures adaptées permettant de prendre en compte ses spécificités, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. A l'instar de ce qui se fait sur le plan international, le Parlement avec ses deux chambres, est soumis à la loi régissant les lois de finances, tout en adaptant les règles de comptabilité publique pour la gestion des deux chambres, a-t-il précisé.

R E.

DÉDOUBLEMENT DE LA ROUTE RELIANT MÉDÉA À TISSEMSILT
Lakhdar Rekhroukh donne le coup d'envoi des travaux

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh a donné, lundi, depuis la wilaya de Tissemsilt, le coup d'envoi de réalisation de dédoublement de la route nationale n°127 reliant la route nationale n°14 et l'autoroute nord-sud, avec l'achèvement d'un transformateur dans la commune de Ksar el Boukharikasr, à une distance de 73 kilomètres. Ce projet intervient en application de la décision du président de la République visant le désenclavement de cette wilaya et de la relier aux axes des wilayas limitrophes. Le projet de dédoublement des routes nationales susmentionné donnera un fort dynamisme à l'économie nationale et locale en particulier, étant donné que le réseau routier constitue l'épine dorsale vitale de l'économie. Il est à rappeler que ce projet s'inscrit dans le cadre du programme complémentaire du président de la République conformément à la vision prospective du secteur en matière de développement des réseaux routiers à court terme, qui repose principalement sur la réalisation de projets structurants de dédoublement routier au niveau de voies reliant les différentes wilayas, dans le but de permettre une circulation plus fluide, en tenant compte des normes de sécurité et de sûreté du trafic.

R E.

AFIN DE FAVORISER L'INTÉGRATION INDUSTRIELLE

Le ministre Aoun appelle à diversifier les investissements

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a appelé, dimanche après-midi à Bordj Bou Arreridj, les investisseurs locaux à "montrer leur potentiel" et à "investir dans différents domaines comme l'agriculture, les industries de transformation et pharmaceutique pour favoriser une intégration industrielle dans la wilaya".

Par R E/Agence.

Le ministre a précisé, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya, que Bordj Bou Arreridj est une "wilaya industrielle par excellence" en raison du grand nombre d'unités de production qui y activent. Il a noté que la contribution de cette wilaya est "estimée à environ 25% dans le domaine des industries électroniques et de l'électroménager au niveau national" et "possède toutes les qualifications pour devenir pionnière dans bien d'autres domaines". M.Aoun a également souligné que les investisseurs sérieux "trouveront toutes les facilités auprès des autorités locales pour concrétiser leurs projets", l'objectif étant de réduire la facture des importations, d'une part, et de créer des emplois pour les jeunes, d'autre part. L'Algérie est "le seul pays qui fournit de l'eau, de l'énergie et du foncier aux investisseurs pour qu'ils puissent établir leurs projets", a affirmé le

ministre, notant le "grand rôle joué par les autorités de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, conduites par le wali, M. Kamel Nouicer, dans le suivi du dossier de l'investissement, dans le but de réaliser un nouveau saut qualitatif, conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune quant à la célérité dans la réalisation des projets d'investissement afin de répondre aux besoins quotidiens des citoyens, et pour que 2024 soit l'année de l'économie par excellence".

Au cours de sa visite à Bordj Bou Arreridj, M. Aoun, qui a écouté un exposé sur les réalités et les perspectives de l'investissement dans la wilaya, a visité un complexe spécialisé dans la fabrication de réfrigérateurs, avant de mettre en service la première phase du nouveau complexe pour les industries électroniques et électriques domestiques, réalisé dans la zone de Lechbour, au chef-lieu de wilaya.

Par ailleurs, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a

estimé nécessaire de baisser les prix des appareils Condor sur le marché local, lors de sa visite à la société, dans la zone industrielle de la wilaya de Bordj Bou Arreridj. La visite à la société Condor Electronics constitue la deuxième étape de la visite du ministre dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj. Le ministre s'est rendu à l'unité de production de réfrigérateurs et congélateurs, car cette unité occupe une superficie estimée à environ 5,8 hectares, dont trois hectares sont construits.

Cette unité emploie aujourd'hui environ 290 travailleurs directs et dispose de machines modernes. Cela lui a permis d'atteindre un taux d'intégration d'environ 85 %, avec une capacité de production de 500 000 unités par an.

A l'issue de sa visite, M.Aoun a souligné la nécessité de réduire les prix sur le marché local et de chercher à créer une entreprise qui vise à former la main d'œuvre spécialisée dans les industries électriques et électroniques domestiques.

2E ÉDITION DE LA SEMAINE DE L'ENTREPRENEURIAT VERT

Objectif, créer des emplois durables

L'Agence nationale des déchets (AND) organise en coordination avec le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Algérie, la 2e édition de la Semaine de l'entrepreneuriat vert, à partir de lundi au niveau de l'université de Ghar-daïa, avec la participation des différentes parties prenantes dans le système entrepreneurial

activant dans le domaine de la gestion des déchets, indique un communiqué commun des instances organisatrices de l'évènement. La manifestation qui verra également la participation des secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Formation professionnelle, vise à « consolider les dynamiques de coopération et de conjugaison des efforts, avec l'ambition de séri-

en catalyseur pour les idées novatrices dans le domaine », indique la même source. Des ateliers, des conférences, et des séances de travail sont prévus lors de cette édition où il sera question du renforcement de l'entrepreneuriat vert, la création d'emplois durables, tout en encourageant la recherche scientifique dans le domaine de la gestion des déchets.

Des concours et des défis seront aussi organisés à cette occasion, visant à « encourager l'innovation, mais aussi à permettre aux jeunes talents de se distinguer dans le domaine de la gestion des déchets ». Dans ce cadre, l'AND et le PNUD-Algérie ont appelé les étudiants porteurs de projets, les startups les représentants de la société civile à participer à cette manifestation.

LUTTE CONTRE LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS

L'Algérie engagée à la mise en œuvre de son plan national

L'Algérie est "engagée" à la mise en œuvre de son plan national de lutte contre la résistance aux antimicrobiens, a affirmé, lundi à Alger, le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi. "L'Algérie réaffirme son engagement à la mise en œuvre de son plan national pour combattre la résistance aux antimicrobiens", a déclaré le ministre, dans une allocution lue en son nom par le directeur général de la prévention et de la promotion de la santé au ministère de la Santé, Dr Djamel Fourar, à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens.

Tout en relevant que cette question est "un problème de santé publique", il a énuméré les actions engagées pour y faire face, citant la mise en place d'un cadre réglementaire permettant la surveillance et l'obtention de données sur la consommation des antimicrobiens, ainsi que "la mise en place d'un programme autour du malade" comprenant des axes dédiés à l'hygiène dans sa globalité afin de lutter contre les infections liées aux soins".

M.Saihi a, en outre, rappelé l'existence de "directives nationales de prise en charge de la tuberculose, du Sida, des hépatites, des méningites et du palu-

disme", lesquelles sont d'un "apport important" pour la réduction de la résistance aux antimicrobiens. Et de souligner, par ailleurs, la participation de l'Algérie au système mondial de surveillance de la résistance aux antimicrobiens, via son réseau national ad hoc et l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) comme laboratoire de référence. De son côté, le président de l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire, Pr Kamel Senhadji, a mis en garde contre "l'abus et le recours anarchique" aux prescriptions en antimicrobiens, notamment en antibiotiques, en raison des dangers encourus sur la santé du

patient, avant de relever "la concentration" des souches résistantes aux antimicrobiens lors d'infections nosocomiales.

"La résistance aux antimicrobiens est une menace sanitaire face à laquelle nous sommes partie prenante de toutes les actions engagées par les différents services impliqués dans sa lutte", a-t-il assuré en conclusion.

Institutionnalisée en 2017, la journée nationale de lutte contre la résistance aux antimicrobiens est placée cette année sous le slogan: "les antimicrobiens: à utiliser avec prudence".

R E.

AGRICULTURE

Les pays africains invités à relever les défis liés à l'alimentation

Les pays africains ont réalisé des progrès tangibles dans l'amélioration de la productivité agricole, la promotion des pratiques agricoles durables et la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale, mais des efforts supplémentaires sont nécessaires pour relever les défis liés à l'alimentation, a déclaré Josefa Sacko, commissaire de l'Union africaine (UA) à l'économie rurale et à l'agriculture.

"Grâce à des initiatives telles que le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), l'investissement dans les infrastructures agricoles et la promotion de pratiques agricoles durables, nous avons constaté des effets positifs sur la vie de millions de petits exploitants agricoles et de ménages ruraux à travers le continent", a déclaré Mme Sacko lors d'une réunion des ministres de l'Agriculture vendredi au siège de l'UA à Addis-Abeba (Ethiopie). Elle a pourtant averti que les pays étaient à la traîne dans la réalisation des sept grands engagements de ce programme phare qui vise à renforcer le développement agricole sur le continent africain. Les pays africains ont adopté la déclaration de Malabo, en Guinée équatoriale, en juin 2014, s'engageant à respecter les principes et les valeurs du PDDAA, à accroître les investissements dans l'agriculture, à mettre fin à la faim et à réduire de moitié la pauvreté d'ici à 2025, à stimuler le commerce agricole intra-africain et à renforcer la résilience à la variabilité climatique, entre autres, en tant que moyens de mise en œuvre du programme.

"A deux ans de l'expiration de la déclaration de Malabo, il est urgent que les Etats membres accélèrent la mise en œuvre du PDDAA, notamment en fournissant le financement nécessaire pour réaliser les aspirations du programme afin de mettre en place un système alimentaire africain résilient", a déclaré la commissaire.

R. I.

VIANDES BLANCHES

Des mesures urgentes pour réduire les prix

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a pris, en concertation avec tous les acteurs de la filière viandes blanches, "des mesures urgentes" par rapport à la flambée des prix injustifiée, enregistrée récemment malgré une abondante production, a indiqué lundi un communiqué du ministère.

Par S. R.

« Suite à la flambée injustifiée des prix des viandes blanches ces dernières 24 heures malgré une abondante production, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni a convoqué en urgence, au siège du ministère, tous les intervenants dans cette filière, en l'occurrence l'Office national des aliments de bétail (ONAB), la Société algérienne de régulation des produits agricoles (SARPA), la Société Entrepôts Frigorifiques de la Méditerranée (Frigomedit), des représentants de l'Association nationale des éleveurs de volaille (ANEV) relevant de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) et des éleveurs privés en présence d'un représentant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations", a précisé le communiqué. Des décisions ont été prises, suite à cette réunion, consistant notamment en l'augmentation des capacités de production à travers l'approvisionnement du marché en produits locaux et la réduction des délais d'approvisionnement du marché en viandes blanches importées.

Il a été également décidé de lancer des enquêtes par les services vétérinaires, d'accélérer la cadence de mise à disposition des intrants (aliments pour volailles) au profit des petits éleveurs, contre la présentation de l'agrément sanitaire émanant uniquement des services vétérinaires de la wilaya et de communiquer les prix (le plus bas au niveau du marché national) des aliments commercialisés par l'Office national des aliments de bétail (ONAB), des prix fermes à longueur d'année, ajoute la même source.

Il a été décidé en outre de communiquer le prix de l'unité du Poussin Chair 1 Jour, fixé à 120 dinars pour l'unité, selon la même source qui souligne que la vente reste libre avec le système de traçabilité des éleveurs et les coopératives d'élevage avicoles.

Par ailleurs, il a été décidé de tenir des concertations avec les représentants de la Fédération nationale des aviculteurs, en vue de parvenir à une convention de branche dans les meilleurs délais, dans l'objectif de fixer le modèle d'organisation et une gestion idoine de la filière, à l'effet de garantir la stabilité des prix au

niveau du marché. Ces concertations concerneront l'ensemble des intervenants dans la filière, parmi les producteurs des aliments, éleveurs, abattoirs, coopératives, établissements et organismes.

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a annoncé dans un autre communiqué, "la mobilisation de toutes les inspections vétérinaires réparties au niveau national, pour mener les enquêtes et procéder à l'évaluation sur le terrain, de toutes les unités avicoles, de l'état des abattoirs avicoles à travers l'ensemble des wilayas du pays, et ce à partir de lundi 20 novembre 2023".

Concernant les viandes rouges, le ministre Henni a déclaré à la presse en marge de cette réunion que les premières cargaisons de viandes importées de l'Amérique latine seront mises dans les prochains jours sur le marché, dont le prix sera plafonné entre 1200 à 1300 DA/kg.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre des efforts du gouvernement à la préservation du pouvoir d'achat des ménages et le développement de la production nationale.

MICROCRÉDIT

Installation de la nouvelle Directrice générale de l'ANGEM

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid a présidé la cérémonie d'installation de la nouvelle Directrice générale de l'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit (ANGEM), Souad Bendjemil, a indiqué lundi un communiqué du ministère. La cérémonie d'installation s'est déroulée, dimanche au siège de l'ANGEM, en présence des cadres du ministère de tutelle, ajoute la même source.

"La nomination de Mme Bendjemil est l'aboutissement d'un riche parcours professionnel dans les différents ministères et administrations à l'instar du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, la Direction générale de l'artisanat et So-

natrach", lit-on dans le communiqué.

En marge de la cérémonie d'installation, M. Oualid a donné des instructions pour relancer l'ANGEM en s'orientant davantage vers le financement des artisans, conclut la même source.

DEUXIÈME ÉDITION SINAA EXPO INDUSTRIES

165 exposants attendus à la Safex

Par Sirine R.R.

Pendant trois jours consécutifs, du 28 au 30 novembre 2023, l'Algérie accueillera au Palais des Expositions, dans le pavillon central, la deuxième édition (02) du Salon International de l'Industrie (Sinaa Expo Industries).

Cet événement international incontournable réunira les principales entreprises du secteur, ainsi que de nouvelles entreprises offrant des solutions industrielles intégrées. La participation des entreprises innovantes en cette édition 2023 est en forte hausse,

avec des opportunités de solutions qui dynamisent le marché industriel algérien grâce aux avancées technologiques, contribuant ainsi au développement économique et à l'élévation de l'économie algérienne vers les plus hauts rangs. «Une nouvelle édition : une participation internationale distinguée avec des entreprises de renoms... et plus de 6000 visiteurs professionnels attendus», indiquent les organisateurs de l'événement dans un communiqué. En effet, pas moins de 160 exposants algériens et étrangers sont attendus au Palais des expositions « Safex», et plus de 6000 visiteurs pro-

fessionnels venant de toute l'Algérie et des pays voisins, y compris des industriels, des hommes d'affaires, des investisseurs et des distributeurs.

«Cette diversité des participants promet un échange d'expériences et d'opportunités de coopération d'une grande importance», indique la même source. Sinaa Expo Industries offrira des opportunités uniques aux professionnels pour découvrir les dernières technologies et les solutions les plus innovantes dans ce domaine.

Le salon présentera des entreprises renommées telles que : ALRIM, AL ELEC, ENAFOR, ENAP, GTP MA-

GHREB PIPE, FORAID, ENAGEO, TOSYALI. Parallèlement, des conférences et des sessions de haut niveau seront organisées, dirigées par des experts et des professionnels du secteur, abordant des problématiques et des axes pertinents tels que les innovations, les dernières technologies, la maintenance industrielle, les services industriels, le financement des projets, et bien plus encore.

L'équipe d'Easyfairs Algeria est particulièrement fière de la participation continue des intervenants à cet événement économique exceptionnel, SINAA Expo Industries.

M'SILA

Une production attendue de 2,7 millions de litres d'huile d'olive

La production d'huile d'olive devrait atteindre, dans la wilaya de M'sila, au terme de la campagne de récolte de l'année 2023, environ 2,7 millions de litres, a indiqué, dimanche, le responsable de l'information à la direction des services agricoles (DSA), Hachemi Benyounes. Selon ce responsable, le volume d'huile d'olive attendu sera supérieur à celui réalisé au cours de la dernière campagne (2021-2022) au terme de laquelle 2 millions de litres avaient été produits. Cette augmentation de 700.000 litres s'explique, selon M. Benyounes, par "l'extension des superficies dédiées à la culture d'oliviers, et par le passage progressif des producteurs aux techniques de plantation intensive, en particulier dans la zone de M'cif, au sud de la wilaya, où la surface plantée selon ces techniques, en cours de la campagne en cours (2022-2023), a atteint les 150 hectares pour une moyenne de 1.400 arbres par hectare, ainsi qu'à l'utilisation d'équipements et de machines modernes pour la récolte d'olives". Le même responsable a également fait savoir que les 15 pressoirs à huile répartis sur le territoire de la wilaya de M'sila "reçoivent quelque 175.000 quintaux de la production totale d'olives estimée à 200 mille quintaux". La région du Hodna s'est peu à peu transformée en zone de prédilection pour les investisseurs dans le domaine de l'oléiculture (plantation et transformation), ce qui s'est traduit, selon M. Benyounes, par l'extension des zones cultivées. Les investissements dans cette filière devraient se multiplier à la faveur de la création prochaine de conserveries d'olives, et à la présence de d'une des plus grandes pépinières au niveau national, gérée par l'entreprise publique Cosider-Agrico, à M'cif, au sud de la wilaya.

EL TARF

Programmation de la culture du tournesol sur une superficie de 1.000 hectares

La direction des services agricoles (DSA) de la wilaya d'El Tarf a développé un programme visant à cultiver du tournesol sur une superficie de 1. 000 hectares, a-t-on appris lundi auprès de cette structure.

La directrice des services agricoles, Fadila Akli, a déclaré que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme national arrêté par le ministère de tutelle pour développer la culture de plantes oléagineuses, conduisant les responsables du secteur dans la wilaya d'El Tarf à prévoir 1.000 hectares pour la culture de tournesol. D'autant, a ajouté la même responsable, que plusieurs expériences menées, durant la dernière saison agricole, par l'Institut Technique des Cultures Maraîchères et Industrielles (ITCMI), avaient été couronnées de succès. La même source a également précisé que d'autres expériences de terrain pilotées par la DSA au cours de la dernière campagne agricole (2021-2022) dans un certain nombre d'exploitations agricoles, en matière de culture de tournesol, ont donné des résultats « très encourageants », démontrant que les communes d'El Tarf, de par leur climat et la qualité de leur sol, présentent un



environnement « propice à la culture du tournesol », et qui ouvre des « perspectives prometteuses pour le développement de cette culture stratégique et pour l'investissement dans cette filière ». Afin d'assurer le succès de l'opération, la DSA a initié la mise en place d'une commission de wilaya composée de différentes parties concernées, telles que la Chambre d'agriculture, la Coopérative des céréales et

des légumes secs (CCLS) et l'ITCMI afin de "suivre les étapes de ce processus qui donne déjà lieu à une vaste campagne sensibilisation ciblant les agriculteurs et les informant des méthodes de culture de ce type de plante et des facilités accordées par l'Etat. La même source a fait état, à ce propos, de « l'accompagnement de l'agriculteur dans la commercialisation de sa récolte », son

« orientation vers l'industrie de transformation », le « suivi technique » et « la vulgarisation agricole par les Instituts techniques spécialisés ». La mise en terre des plants de tournesol sur la surface déterminée devrait être entamée « prochainement », les services de l'Etat au niveau local se chargeant de la fourniture de semences aux agriculteurs impliqués dans ce programme, a-t-on encore assuré de même source.

L'AMÉNAGEMENT DE LA ZONE TOURISTIQUE D'AÏN EL-OUARKA (NÂAMA)

Un pas important pour la promotion de l'investissement

La zone d'expansion touristique (ZET) d'Aïn El-Ouarka dans la commune d'Asla (wilaya de Nâama) a bénéficié du lancement d'une opération d'aménagement, un pas important pour la promotion et la diversification de l'investissement touristique et l'exploitation optimale de ses thermes. Cette opération, qui a nécessité un investissement de plus de 1 milliard de DA, permettra de fournir un foncier aménagé et son raccordement aux différents réseaux au niveau de deux sites, le premier sur une surface de 37 hectares et le second sur 43 ha pour la réalisation de 20 projets d'investissement programmés, devant offrir des structures d'une capacité d'accueil globale de 1.500 lits et générer 2.000 postes d'emploi directs et indirects, a souligné le Directeur du Tourisme et de l'Artisanat de la wilaya, Yazid Dedeche. Dans le cadre de la concrétisation du schéma directeur d'aménagement touristique à l'horizon 2030 d'Aïn El-Ouarka, différents projets d'investissement seront lancés, qui s'adaptent aux spécificités de la région et à la relance de ses atouts touristiques et naturels, notamment la station thermale, ainsi que plusieurs sites archéologiques et naturels, en plus des sites religieux, dont les zaouias, les anciens ksours et la célébration par sa population des "maoussim" populaires. Parmi les projets d'investissement adoptés pour leur concrétisation dans la zone d'Aïn El-Ouarka, dans le cadre de ce schéma, la direction du secteur a fait part de la réalisation de deux centres, le premier concernant la rééducation, l'aptitude physique et la santé, et le second concerne un centre de divertissement, un village touristique, trois hôtels, une résidence d'hôte, un camp fami-

lial, un centre d'artisanat et un complexe sportif.

Pour une exploitation optimale de la station thermale d'Aïn El-Ouarka

M. Dedeche a également fait savoir qu'une étude technique a été élaborée pour lancer "prochainement" la réhabilitation de la station thermale d'Aïn El-Ouarka, pour laquelle un budget de 300 millions DA a été alloué, dans une première étape, pour réaliser l'aménagement externe, ainsi que son extension pour attirer un grand nombre de touristes, en plus de travaux de modernisation de cet espace touristique et thermal en vue d'une exploitation optimale. La station thermale d'Aïn El-Ouarka, qui attire plus de 400 visiteurs par semaine, est actuellement exploitée par la commune d'Asla où elle assure des traitements et des cures à l'aide de son eau thermale chaude, sachant que ce site touristique constitue un lieu propice aux vacances des visiteurs et des familles. Le président de l'Association El-Amel pour le développement touristique de Nâama, Achouri Omar, a estimé que la réhabilitation de ces thermes traditionnelles contribuera à dynamiser le tourisme interne, tout en proposant la modernisation de ses structures et le renforcement du débit de ses sources thermales souterraines, estimé à 2 litres/seconde. Il a souligné que la qualification de la main d'œuvre est une autre condition pour assurer une bonne prise en charge des visiteurs, en plus de valoriser cette zone avec des espaces de divertissement et de cure. La zone d'expansion touristique d'Aïn El-Ouarka, située à environ 100 km au Sud-est de Nâama, couvre une superficie totale de 2.905 hectares et se distingue par un relief montagneux, avec un panorama diversifié qui lui

confère splendeur et beauté, aux côtés de la grotte "Ganjaya", un autre site de gravures rupestres, des restes d'une forêt rocheuse et d'une zone humide contenant divers types d'oiseaux d'eau et classée dans le cadre de la Convention internationale Ramsar. Cette région connaît un afflux important et l'organisation de voyages s'est également épanouie en fonction des nombreux itinéraires touristiques dont elle recèle, qui constituent aussi une occasion pour faire connaître les us et coutumes séculaires de ses habitants. Plusieurs touristes ont exprimé leur admiration pour ces espaces, avec leurs paysages pittoresques attrayants et le mode architectural distingué de ses anciens ksours, sans parler de l'hospitalité de sa population. Cependant, cette région nécessite plus d'intérêt pour attirer des investisseurs et fournir des structures d'accueil pour en faire une destination des touristes algériens et étrangers, soutient-on. Les propriétaires d'agences de tourisme et de voyages à Nâama ont confirmé la reprise enregistrée par le secteur dans la wilaya, qui dispose de tous les éléments, notamment des sites archéologiques et naturels de grande valeur touristique et économique, surtout après avoir encouragé la formule "Résider chez l'habitant" et la mise en œuvre de plusieurs programmes visant à préserver, protéger et à valoriser le patrimoine matériel, immatériel, naturel et culturel de ces zones touristiques. La wilaya de Nâama compte six sites classés d'expansion touristique d'une superficie totale de 3.291 hectares, notamment Aïn El-Ouarka, Tiout, Founassa, Sidi Boudjemâa, Mekther et Rouis El Djir, ce qui permettrait de relancer diverses formes de tourisme : environnemental, thermal, culturel et autre.

URBANISME

La mer, nouvel or bleu de l'immobilier

Submergées par la montée des eaux ou à l'étroit face à la pression démographique, des villes imaginent leur futur offshore. Les technologies sont au point, selon les professionnels.

Paul Molga

C'est le geste urbain d'une monarchie qui s'achève sur la côte monégasque. Lancé en 2015 pour 2 milliards d'euros d'investissement, l'éco-quartier Mareterra doit être livré à Monaco dans exactement un an. Gagné sur la mer, ce remblai de 6 hectares accueillera 130 appartements de prestige et 10 villas d'exception, de plus de 1.500 m² chacune, au milieu d'une oasis forestière plantée d'un millier de grands sujets méditerranéens. Le prince Albert II a voulu cette conquête territoriale « écologique et ouverte » : 40 % de cet espace construit sur l'eau sera accessible au public. En dessous, la continuité du vivant a été assurée par des corridors bleus et l'immense champ de posidonie qui y était enraciné a été déplacé. « Nous avons construit de façon raisonnable et raisonnée », insiste Guy Thomas Levy-Soussan, administrateur délégué de la Société d'aménagement monégasque responsable de ce programme.

A l'étroit sur ses 2 km² avec une croissance économique annuelle moyenne de 4,4 % et une démographie dynamique, la principauté n'a pas vraiment le choix. « Les extensions en mer sont une réponse au défi de l'aménagement du territoire », considère l'Institut monégasque de la statistique et des études économiques (Imsee). Six opérations ont déjà eu lieu. Mareterra sera la septième et sans doute pas la dernière.

« Au total, les extensions en mer ont permis l'édification de 840.000 m² de bâti, soit plus de 26 % du total construit en principauté », expliquent les experts. Monaco fait exception, mais la conquête offshore est de moins en moins taboue. « Ce qui était hier de la science-fiction est désormais une option crédible pour loger les habitants de la planète », assure Paul Van de Camp, président de la société néerlandaise Dutch Dockland, créée en 2005.

En se fondant sur l'expérience des Pays-Bas dans la domestication des flots, sa compagnie a développé plusieurs concepts de villes flottantes qui viennent de trouver un premier débouché colossal aux Maldives. Moyennant un milliard de dollars de travaux, son projet Maldives Floating City sera amarré dans un lagon de 200 hectares situés à dix minutes en bateau de Malé, la capitale. Entre ruelles de sable et cocotiers, plus de 10.000 maisons y seront agencées sur des plateformes insubmersibles. « En s'ancrant comme



des navires, ces constructions sont assurées d'épouser la montée des eaux. On va voir ces villes surgir partout dans le monde ces prochaines décennies », prédit Chien Ming Wang, une sommité du génie civil off shore, professeur à l'université de Queensland (Australie) et vice-président de Society of Floating Solutions, installée à Singapour. Dans son sillage, de nombreux ingénieurs anticipent une « transformation amphibie de la Terre ».

« Les villes côtières trouvent depuis des décennies des moyens de faire face aux inondations, aux ondes de tempête, aux affaissements et à d'autres catastrophes qui s'aggravent avec le changement climatique. Elles se concentrent sur la manière de contrôler le mouvement de l'eau, mais ce principe va trouver ses limites à cause de la puissance des flots. A l'avenir, elles devront donc s'y adapter en trouvant les moyens de coloniser autrement les instabilités marines », poursuit l'ingénieur chinois.

Technologies matures

Les technologies pour le faire s'affinent. « Il y a autant de progrès entre Mareterra et la première extension monégasque dans les années 1970, qu'il y en a entre le téléphone à cadran et le mobile », image Guy Thomas Levy-Sous-

san. Mandaté pour ce chantier, Bouygues Travaux Publics a d'abord raclé les sédiments pour dégager le socle océanique à 50 mètres de profondeur. Puis ses grues y ont déposé des remblais de granulats calcaires.

De gigantesques caissons de béton, de 10.000 tonnes et 26 mètres de hauteur chacun, ont été coulés puis acheminés par mer depuis une usine flottante située à Marseille. Ces 18 pièces forment la ceinture de l'extension à l'intérieur de laquelle 750.000 tonnes de sable ont finalement été déversées pour constituer l'assise, qui se termine par une couverture de terre. Rien de plus simple en apparence. « En réalité, les calculs d'ingénierie ont été d'une redoutable complexité pour assurer la stabilité, durable et sans faille, des tours d'habitation », explique Denis Valode, fondateur et associé de Valode & Pistre architectes, chargé du développement de Mareterra avec Renzo Piano Building Workshop. Le béton utilisé pour la ceinture a fait lui aussi l'objet d'une conception particulière pour résister au moins un siècle aux agressions marines.

Busan parie sur le modulaire

Difficile de déployer de telles technologies sur d'autres littoraux plus pauvres. Aussi les ingénieurs étudient-ils des solutions moins

coûteuses, notamment pour accueillir les futurs réfugiés climatiques. C'est l'option qu'a choisie la start-up américaine Oceanix en imaginant un principe de villes autonomes sur des fondations flottantes ancrées au large des côtes. Lan passé, elle a dévoilé les plans de son prototype qui pourrait voir le jour d'ici 2030 à quelques encablures de Busan, la deuxième plus grande ville de Corée du Sud. Son budget est plus raisonnable que celui de Monaco : environ 200 millions d'euros pour loger 12.000 habitants.

Son secret : une architecture modulaire, conçue à partir d'un assemblage de plateformes en béton amarrées au fond marin, et capables de supporter des immeubles de plusieurs étages. Oceanix Busan en comptera trois au départ mais pourra ainsi s'étendre au gré des besoins. Elle fonctionnera à l'énergie solaire et marine, dessalinisera l'eau de mer et possèdera ses propres espaces agricoles et aquacoles. « Sa conception permet de résister aux tempêtes de catégorie 5 les plus élevées », assure Marc Collins Chen, président d'Oceanix, soutenu par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le centre d'ingénierie et de technologie du Massachusetts Institute of Technology. Il n'aura

pas de mal à trouver des locataires : d'ici 2050, selon une étude parue fin 2019 dans « Nature Communications », 300 millions de personnes pourraient se retrouver les pieds dans l'eau.

Effondrement massif

Des centaines de villes s'effondrent sous leur poids. Selon le Forum économique mondial, New York, Londres, Dacca (Bangladesh) ou Bordeaux, pourraient être partiellement ou totalement submergées d'ici 2050 à 2100. Le GIEC estime qu'au moins 570 villes seront dans ce cas, par l'effet conjugué de l'expansion des eaux océaniques et de la limite physique de leur sol. Des solutions sont à l'étude pour consolider les sous-sols. L'une consiste à injecter de l'eau dans les aquifères épuisés ; une autre, à injecter des agents stabilisants (ciment, chaux...) en profondeur, voire des bactéries capables d'accélérer la formation de calcite dans les sous-sols. Les ingénieurs imaginent aussi consolider les fondations à l'aide de dalles hérissées de grandes poutres métalliques. La dernière piste envisagée est de réduire le poids des bâtiments en utilisant des matériaux de construction légère, comme le bois ou des mélanges à base de polymères.

SOURCE : Les Echos

LA PRODUCTION DE GAZ DE BASRA EN IRAK A DOUBLÉ
950 millions de pieds cubes en 10 ans

La Compagnie gazière irakienne de Basra a annoncé que le taux de production a quadruplé en 10 ans, grâce à l'adoption de stratégies et de technologies modernes pour mettre en œuvre des projets. Le directeur général de la société, Marfa, Kazem Al-Asadi, a déclaré lors de l'ouverture de la conférence sur l'investissement dans le gaz : "La tenue de cette conférence est une bonne opportunité pour la société gazière de Basra de coopérer avec le centre de recherche et de développement du ministère du Pétrole" indiquant que "la conférence est conforme aux aspirations de l'Etat et du ministère et à ses orientations en matière d'investissements gaziers". Il a déclaré que l'entreprise révisait son travail dans ce domaine et les projets en cours d'investissement dans le gaz associé produit avec le pétrole, selon l'agence de presse irakienne (INA). Il a souligné que « la production de la Basra GasCompany a quadruplé depuis la création de la société en 2013, la production atteignant aujourd'hui 950 millions de pieds cubes standards ». Il a ajouté que "la Compagnie gazière de Basra est irakienne et opère selon les normes internationales grâce à la présence des partenaires étrangers Shell et Mitsubishi", notant que "la société a adopté des stratégies, des plans et des technologies modernes pour mettre en œuvre des projets et gérer production."

EGYPTE

Proposition visant à modifier la stratégie de traitement de la dette

Un membre de la commission économique du Parlement égyptien a révélé une proposition visant à réduire la pression monétaire, en s'attaquant au problème de la dette, à la lumière de la grave crise monétaire que traverse le pays.

Le député Amhad Samir a déclaré que la stratégie proposée comprenait un plan visant à convertir les dettes égyptiennes en investissements et en projets, par le biais d'un accord avec le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Il a expliqué : « Si un accord est conclu avec ces deux institutions pour réduire la dette égyptienne et en transférer une partie vers des projets et des investissements, comme cela se produit avec certains autres pays, cela aura un impact positif sur la cote de crédit égyptienne. » Selon le rapport financier du ministère des Finances de septembre, l'Égypte a dépensé 391,8 milliards de livres sterling pour le service de la dette au cours des deux premiers mois de l'exercice en cours 2023/2024, soit une augmentation de 160 % par rapport aux 149,9 milliards de livres dépensés au cours de la même période. L'exercice financier précédent. Cela a creusé le déficit budgétaire à 3,2 pour cent du PIB au cours des deux premiers mois, contre 1,4 pour cent l'année précédente. Samir Amhada déclaré que la commission économique du Parlement étudiait actuellement la modification de la loi sur le



capital, afin de stimuler les transactions à la Bourse égyptienne en attirant de nouvelles entreprises et en augmentant les offres locales et étrangères. Malgré la hausse des indices boursiers égyptiens au cours des dernières semaines, et le principal indice enregistrant un nouveau plus haut de 24.300 points, soutenu par les achats étrangers lors de la séance de jeudi, la capitalisation boursière des actions des sociétés cotées s'élève à 1,6 billion de livres. Moody's, Fitch et Standard & Poor's ont abaissé la note de crédit de l'Égypte, à la lumière d'une hausse record de la dette

souveraine et du service de la dette. Dans son dernier rapport, Moody's a abaissé la note de l'Égypte de B3 à Caa1. Dans ce contexte, le député égyptien a déclaré : « Nous comparons actuellement la Bourse égyptienne au Tadawul saoudien... Par conséquent, nous voyons que le volume des échanges sur la Bourse égyptienne devrait doubler... Nous avons besoin de plus de liquidité en offrant plus de liquidités. entreprises, et c'est en augmentant les incitations que nous étudions actuellement. L'Égypte avait lancé la première version de la Stratégie de déve-

loppement durable : Vision égyptienne 2030, en 2016, comme base du processus de développement global. Début 2018, le pays a décidé de mettre à jour son agenda de développement durable avec la participation de toutes les parties prenantes des partenaires au développement, afin de suivre le rythme des changements survenus dans le contexte local, régional et mondial. La deuxième version de la Vision égyptienne 2030 visait à expliquer comment la contribution égyptienne servirait l'agenda international et le contexte mondial.

ARABIE SAOUDITE

Aramco annonce de nouvelles découvertes de gaz naturel

SaudiAramco a découvert deux nouveaux gisements de gaz naturel dans la région d'Al-Hiran, a déclaré l'agence de presse officielle citant le ministre saoudien de l'énergie, le prince Abdalziz ben Salmane. La découverte du champ gazier d'Al-Hiran a été confirmée après un débit de gaz de 30 millions de pieds cubes standard par jour et de 1 600 barils de condensats par jour. Le champ gazier d'Al-Mahakik a été confirmé après que du gaz s'en soit écoulé à un débit de 0,85 million de

pieds cubes standard, a indiqué l'agence. "Du gaz naturel a également été découvert dans cinq réservoirs de champs précédemment découverts", a ajouté l'agence, citant le ministre. D'autres découvertes ont également été annoncées dans des gisements dans la province Orientale, selon l'agence. Aramco, majoritairement producteur de pétrole, vise à augmenter sa production de gaz de 50 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2021. Il a annoncé fin septembre avoir accepté d'ac-

quéir une participation minoritaire stratégique dans la société de gaz naturel liquéfié (GNL) MidOceanEnergy pour 500 millions de dollars, avec une option d'augmentation de la participation - dans le cadre de son expansion dans le gaz naturel. Le mois dernier, le directeur général d'Aramco, Amin Nasser, a déclaré qu'Aramco envisageait davantage d'investissements dans le GNL pour renforcer ses projets visant à devenir un acteur majeur sur le marché du gaz maritime.

Bahreïn et le Qatar vont reconsidérer leur projet de pont maritime

Le Bahreïn a annoncé que le prince héritier Salman ben Hamad Al Khalifa avait discuté de l'ambitieux projet de chaussée Qatar-Bahreïn lors de sa rencontre avec le cheikh Mohammed bin Abdulrahman. Ce projet visionnaire, conçu depuis 2009, s'étend sur environ 40 kilomètres, reliant l'île bahreïnite à la péninsule qatarie.

Selon l'agence de presse de Bahreïn (BNA), le prince héritier Salmane et Cheikh Mohammed « ont discuté du projet et ont demandé aux autorités compétentes des deux pays de finaliser les plans et de commencer la mise en œuvre du projet ». Le 13 mars, le Bahreïn et le Qatar avaient décidé de reprendre leurs relations diplomatiques après une

période de réconciliation de deux ans dans le Golfe. La décision de rétablir les relations diplomatiques a été prise lors d'une réunion du comité de suivi bilatéral au siège du Conseil de coopération du Golfe (CCG) à Riyad. Les deux pays ont déclaré que cette mesure avait été prise « avec

le désir mutuel de développer les relations bilatérales, de renforcer l'intégration et de renforcer l'unité du Golfe ». Ils ont également affirmé « leur détermination à avancer dans le développement des aspects de la coopération bilatérale qui répondent aux aspirations des deux peuples ».

ZIMBABWE

La digitalisation fait chuter de 75% le nombre d'emplois dans les banques

Le syndicat Zimbabwéen des employés de banque et assimilés, le ZIBAWU, affirme que 75% des emplois du secteur ont été supprimés depuis le début du millénaire en raison de la digitalisation accélérée et des facteurs sociopolitiques qui ont affecté l'ensemble de la nation au cours des deux dernières décennies.

La digitalisation a un impact direct sur l'emploi. Le nombre d'agences bancaires ne fait que diminuer.

Le syndicaliste Peter Mutasa, a affirmé, au micro de NewZimbabwe.com, que les délibérations du congrès de haut niveau, des travailleurs du secteur bancaire du pays, déploraient la diminution de la main-d'œuvre.

"Nous avons constaté une baisse de nos effectifs, qui sont passés de 12 000 à la fin des années 1990 à environ 3 000 aujourd'hui.

L'économie, qui stagne depuis plusieurs décennies et se trouve dans une situation difficile, a fait payer un lourd tribut au syndicalisme.

Le syndicaliste a déclaré que le régime du droit du travail est resté contraignant pour les libertés du travail, une situation qui, selon lui, est aggravée par le fait que l'environnement politique est devenu toxique pour les syndicats, car le gouvernement traite tous les syndicats avec suspicion et comme des ennemis de l'État.

M. Mutasa a déclaré que la convention avait établi que les banquiers étaient confrontés à différentes formes de problèmes de santé mentale en raison de la crise économique et sociale, des exigences professionnelles et parfois des conflits in-



terpersonnels, tant au travail que dans la société. Il a ajouté que la convention avait également consacré du temps à l'évaluation de l'état de la sécurité sociale dans le pays, après avoir constaté que de nombreux travailleurs touchaient une retraite de misère, sans aucune sécurité financière digne de ce nom, et avec des pensions insignifiantes.

"Nous avons constaté que la plupart des pro-

blèmes auxquels nous sommes confrontés n'émanent pas du marché du travail, mais de la politique. Nous reconnaissons l'existence d'une crise de gouvernance qui affecte l'économie, la société et les services publics.

"Nous avons donc décidé de construire une citoyenneté active par le biais d'une éducation civique et politique massive de nos membres et des communautés qui nous entourent", a-t-il conclu.

UN CONSTRUCTEUR AUTOMOBILE AU RWANDA
Lachinecompte installer une usine d'assemblage de voitures

Dans le but d'étendre sa présence régionale, Dongfeng, un important constructeur automobile chinois, envisage de créer une usine d'assemblage de voitures au Rwanda.

Cette perspective a été révélée par John Mugabo, directeur général de ChoiceAfricaInvestments, membre de Carcarbaba, le concessionnaire officiel de Dongfeng au Rwanda.

"Si la demande pour nos voitures augmente jusqu'à 200 et 300 unités par an, l'usine d'assemblage sera transférée au Rwanda", a-t-il déclaré, soulignant qu'actuellement l'entreprise approche la barre des 200 unités.

Dongfeng propose une gamme diversifiée de véhicules, notamment des camions, des SUV, des véhicules de construction, des véhicules militaires, etc. Expliquant la raison pour laquelle le Rwanda a été retenu pour l'usine d'assemblage, Mugabo a souligné les conditions commerciales favorables dans le pays.

« Tout est organisé et il n'y a pas de corruption. Nous cibons la région de l'Afrique de l'Est, avec le Rwanda comme plaque tournante de la fabrication automobile, et nous nous développons dans les pays voisins tels que la République démocratique du Congo et le Burundi », a-t-il déclaré.

GRÂCE À DES FINANCEMENTS À LONG TERME ET À FAIBLE COÛT
FMI : 275 millions de \$ pour relever les défis structurels au Sénégal

L'institution a salué les « performances satisfaisantes » des autorités sénégalaises dans la mise en œuvre de leur programme de réformes économiques, malgré un environnement extérieur défavorable.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué, que son conseil d'administration a approuvé le décaissement d'un financement de 275,7 millions de dollars en faveur du Sénégal.

Ce montant comprend un prêt de 212 millions de dollars au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) et du mécanisme élargi du crédit (MEDC), ainsi qu'un financement de 63,7 millions de dollars au titre de la facilité

pour la résilience et la durabilité (FRD), un mécanisme de prêt lancé en 2022 par l'institution financière pour aider les pays à revenu faible ou intermédiaire à « relever les défis structurels à long terme, tels que le changement climatique, grâce à des financements à long terme et à faible coût », a-t-on précisé de même source.

Le FMI a également souligné les « performances satisfaisantes » des autorités sénégalaises dans la mise en œuvre de leur programme de réformes économiques malgré un environnement extérieur défavorable. « A l'exception d'un indicateur quantitatif, tous les critères de performance et les objectifs indicatifs pour fin juin

2023 ont été respectés. Trois des six critères structurels pour la première revue du programme FDC/MEDC ont été remplis. Les autorités se sont engagées à mettre en œuvre les trois critères structurels restants concernant la gouvernance et la stratégie de dépenses fiscales avant l'examen du dossier par le Conseil d'administration du FMI », a-t-il indiqué. Et d'ajouter : « Les deux mesures de réforme pour la première revue du programme au titre de la FRD, qui portent sur l'adoption d'un décret sur la gestion des investissements publics intégrant des considérations climatiques à chaque étape de l'élaboration du projet et le plan de mise en œuvre de la stratégie pour des transports

publics verts, ont été mises en œuvre ».

Le Fonds a par ailleurs indiqué que la croissance de l'économie sénégalaise devrait se limiter à 4,1 % en 2023, toujours en dessous de son niveau d'avant la pandémie pour la deuxième année consécutive, du fait d'un environnement extérieur défavorable et de la situation sociopolitique du premier semestre 2023 qui a affecté les secteurs du commerce et des services.

La croissance devrait cependant rebondir à 8,3% en 2024, grâce notamment au démarrage de la production du gaz naturel à partir du second semestre.

DESTINÉ À DÉMONTRER LA VIABILITÉ D'UNE PRODUCTION LOCALE DE BIOCARBURANTS À PARTIR DE SOUS-PRODUITS AGRICOLES

La Côte d'Ivoire lance un projet pilote

A la suite du partenariat qu'ils ont signé en juillet 2022, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (l'ANADER), TotalEnergies, Scania, et la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) ont présenté le 5 octobre, un projet pilote POC (Proof of Concept) visant à démontrer la viabilité de la production locale de biocarburants à partir de sous-produits agricoles. Cette cérémonie de présentation, qui s'est déroulée dans la station-service TotalEnergies HKB Marcory à Abidjan, marquerait une étape majeure dans la transition vers des carburants plus propres et respectueux de l'environnement dans le pays.

Le processus de production, testé pour la première fois en Côte d'Ivoire, vise à transformer 100 tonnes de noix d'hévéa en 3 500 litres de diesel renouvelable (FAME). Ce projet pilote pourrait ouvrir la voie à de nouvelles possibilités pour réduire la dépendance aux carburants fossiles tout en stimu-

lant l'agriculture durable dans le pays via notamment le développement d'une filière locale de valorisation des déchets agricoles. Une réduction des émissions de CO2 dans le secteur des transports en est par ailleurs attendue.

La compatibilité moteur du biocarburant (EMAG) sera testée sur un autobus de la SO-TRA de marque SCANIA, pendant une période de 30 jours d'ici la fin de l'année 2023, avec une perspective de disponibilité du B100 pour une distribution et utilisation à plus grande échelle à partir de l'année 2024.

TotalEnergies Marketing Côte d'Ivoire : Présente en Côte d'Ivoire depuis près de 80 ans et cotée à la BRVM depuis 1998, TotalEnergies Marketing Côte d'Ivoire est leader sur le marché de la distribution de produits multi-énergies et services associés : réseau de 165 stations-service à travers tout le pays, clients industriels, lubrifiants, avia-

tion, logistique. Depuis son implantation dans le pays, TotalEnergies Marketing Côte d'Ivoire accompagne le développement économique du pays pour toujours mieux répondre aux besoins de l'ensemble de ses parties prenantes.

Dans le cadre des ambitions de la Compagnie TotalEnergies en matière de développement durable, elle met en œuvre différentes initiatives en matière d'accès à l'énergie (lampes solaires destinées aux foyers sans électricité), de préservation de l'environnement (sauvegarde des mangroves et développement de la biodiversité en partenariat avec l'ONG SOS-Forêts), d'éducation et d'inclusion des jeunes (partenariats universitaires et programmes de bourses d'études) ou encore de sécurité routière (programme VIA pour la sensibilisation des plus jeunes).

POINT-MARCHÉS

Faibles variations en Europe dans l'attente d'indicateurs

Les principales Bourses européennes affichent de faibles variations lundi en matinée, faute d'indicateurs économiques majeurs pour permettre de nouveaux gains après une semaine solide marquée par une nouvelle détente dans le compartiment obligataire.

À Paris, le CAC 40 grappille 0,19% à 7.247,47 points vers 07h50 GMT. À Londres, le FTSE 100 recule de 0,31%, grâce notamment aux valeurs pétrolières. À Francfort, le Dax perd 0,11%. L'indice EuroStoxx 50 et le FTSEurofirst 300 reculent chacun de 0,10%. Le Stoxx 600, qui a pris près de 3% la semaine dernière et est en bonne voie pour réaliser son premier gain mensuel depuis août, est pratiquement inchangé (-0,06%).

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture quasiment stable pour le Dow Jones et le Standard & Poor's 500, contre un repli de 0,13% pour le Nasdaq. Les investisseurs sont dans une phase de digestion en attendant notamment dans la semaine les indices d'activité PMI en Europe, prévus jeudi, et le compte rendu de la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) des 31 octobre et 1er novembre, prévu mardi.

Le seul indicateur macréconomique majeur du jour en Europe, les prix à la production en Allemagne, a confirmé une nouvelle atténuation des pressions inflationnistes, avec une contraction de 11% sur un an. Les traders parient sur une baisse totale des taux de la Banque centrale européenne (BCE) de 100 points de base d'ici fin 2024, tandis que des baisses sont également attendues de la part de la Fed et de la Banque d'Angleterre l'an prochain. Sur le marché obligataire, le rendement du Bund allemand à dix ans, tombé vendredi

en séance à un creux depuis le 1er septembre, à 2,517%, est pratiquement stable lundi, à 2,603%. En Bourse en Europe, la tendance positive est emmenée par le compartiment de l'énergie (+0,15%), tandis que celui de la santé (-0,64%) accuse l'une des plus fortes baisses du Stoxx 600. Bayer plonge de 14,39% après l'annonce de l'interruption d'un vaste essai clinique portant sur son nouveau médicament anticoagulant, l'asundexian, qui s'est révélé insuffisamment efficace.

MARCHÉS

3^e semaine consécutive dans le vert

Le terme boursier de novembre vient de se conclure par une nouvelle et ultime hausse de Wall Street... et une 12^{ème} hausse sur une série de 16 du Nasdaq qui avec +9%, matérialise un des meilleurs mois boursiers de novembre des 20 dernières années. Le Nasdaq n'aura baissé qu'à 4 reprises depuis le 26 octobre dernier et à 6 reprises depuis le 20 octobre (précédente journée des '3 sorcières'). Le 3 indices US alignent une troisième semaine consécutive dans le vert, avec un 4 sur 5 à la hausse. Les jeux étaient faits depuis mardi et les 'sherpas' de Wall Street se sont contenté de maintenir les indices sur leurs meilleurs niveaux depuis fin août durant les 3 derniers jours du mois. Tout a été programmé avec une précision millimétrique : le Dow Jones par exemple termine en hausse de 0,01% à 34.947,28 points (mais en réalité, l'écart n'est que de 0,006%), le Nasdaq grappille tout comme jeudi 0,08% à 14.125,5 et le S&P-500 prend 0,13% à 4.524 après 0,12% la veille (ces 2 indices gagnent 2,3% sur la semaine écoulée). Cette séance fut une quasi décalcomanie de la précédente, comme si Wall Street avait lancé le même programme que jeudi pour ces '3 sorcières'. Beaucoup se réjouissent de voir les indices US au plus haut (parfois depuis le 1er août comme le Nasdaq) à 3 séances du 'pont de Thanksgiving': voilà de quoi faire se sentir plus

riches les consommateurs les plus aisés... mais le problème, c'est que selon Wal Mart, les ménages de la 'middle class' semblent à bout de souffle, comme en témoigne la baisse des ventes en octobre. Côté chiffres, ce vendredi était bien moins dense que la journée de jeudi: le Département du Commerce fait état d'une hausse de 1,9% des mises en chantier de logements aux Etats-Unis en octobre, à 1.372.000 en rythme annualisé, un niveau plutôt au-dessus des attentes des économistes. De même, les permis de construire de logements américains -censés préfigurer les mises en chantier futures-, ont augmenté de 1,1% à 1.487.000 en rythme annualisé le mois dernier, dépassant eux-aussi le consensus. Il n'est pas certain que cela ait un rapport mais les T-Bonds US se stabilisent vers 4,44% après avoir effacé -25Pts de rendement les 3 séances précédentes. De son côté, le '2 ans%' se dégrade de +5Pts vers 4,894% mais efface pas loin de 18 points de base sur la semaine. Si les scores furent étriqués à Wall Street et sur l'obligataire, ce vendredi a été marqué par un spectaculaire rebond du marché pétrolier : le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) bondit de +4% vers 75,5\$, ce qui a dopé des valeurs du secteur comme Devon, Exxon et Diamonback +2,4%, Conoco +2,3%, Chevron et Marathon +1,9%.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 20 Novembre 2023				
Valeur : 22 Novembre 2023				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.0543134.0693
1	EUR	EURO		146.4141146.4439
1	GBP	POUND STERLING		167.2751167.3774
100	JPY	JAPANESE YEN		90.017790.0338
1	CNY	CHINESE YUAN		18.677518.6848
1	CHF	SWISS FRANC		151.5251151.6449
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.792797.8108
1	DKK	DANISH KRONE		19.638519.6418
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.789712.7943
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.447812.4521
1	AED	UAE DIRHAM		36.497236.5033
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.740235.7499
1	KWD	KUWAITI DINAR		434.8177435.0075
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.742043.1716
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.198613.2001
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.726427.8684
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.52963.5300
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.8967177.8967

CAC 40

Vers un début de semaine calme avant Thanksgiving

La Bourse de Paris devrait ouvrir sans grand changement lundi, première séance d'une semaine qui sera marquée par la fête américaine de Thanksgiving, une période traditionnellement calme pour les marchés financiers. Vers 8h15, le contrat 'future' sur l'indice CAC 40 - désormais passé sur l'échéance décembre - grignote six petits points à 7251 points, annonçant une ouverture autour de l'équilibre. Le marché parisien avait achevé la séance de vendredi sur une hausse de 0,9% vers 7.234 points, soit une progression hebdomadaire de 2,7% qui lui permet désormais d'engranger plus de 6% depuis le 20 octobre dernier. Malgré les gains signés la semaine passée, l'élan d'optimisme qui avait récemment porté les places mondiales - né du reflux de l'infla-

tion et de la tonalité plus accommodante de la Fed - semble progressivement retomber. 'Nous considérons la configuration haussière du moment fragile', soulignent les analystes de Kiplink Finance, qui notent que tout en conservant a minima sa tendance haussière, l'indice CAC 40 fait toujours preuve de 'fébrilité'. 'A court terme, l'indice parisien est confronté à une zone de défi, celui de se stabiliser durablement sur les 7200 points pour poursuivre sa séquence positive', estime la société de Bourse. La période de Thanksgiving, qui verra les marchés américains fermer leurs portes jeudi et n'ouvrir que pour une séance écourtée vendredi, semble par ailleurs peu propice à la prise de risques. Les investisseurs devraient éviter de prendre de nouvelles positions, les volumes s'annon-

cent faibles et peu d'éléments paraissent susceptibles de faire réagir les marchés. Les résultats de Nvidia sont attendus demain soir après la clôture, mais le potentiel haussier du titre semble limité au vu de l'envolée de 237% du cours de Bourse du fabricant de puces cette année. Plusieurs indicateurs animeront également la semaine, avec notamment au programme les chiffres des indices PMI en zone euro jeudi, qui devraient confirmer la contraction de l'activité sur le Vieux Continent. Aux Etats-Unis, les indicateurs avancés du Conference Board (lundi), les ventes de logements anciens (mardi) et les commandes de biens durables (mercredi) seront les principales statistiques à surveiller dans les jours qui viennent. Reste à savoir si la récente tendance haussière a préparé le terrain au fameux 'rally' de

fin d'année, ou si les marchés boursiers sont au contraire mûrs pour un nouvel épisode de consolidation. Certains analystes estiment qu'il est loin d'être certain que les marchés connaîtra une fin d'année très positive, les valorisations actuelles les rendant vulnérables aux mauvaises nouvelles. 'Les valorisations sont probablement les plus tendues que nous ayons connues cette année, avec des taux aussi élevés', préviennent les stratèges de Lombard Odier Investment Managers. Sur le compartiment obligataire, le rendement des Treasuries à dix ans se tend légèrement au-delà de 4,44%, mais perdent quasiment 50 points de base sur un mois, alors que la probabilité d'une nouvelle hausse de taux de la Fed d'ici à la fin de l'année est désormais évaluée à zéro.

SOMBRES PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

L'économie de la zone euro au bord de la récession

Depuis 2022, la résilience de l'économie de la zone euro a été poussée à ses limites en raison des vents contraires importants liés aux prix élevés de l'énergie, au resserrement record de la politique monétaire, à l'incertitude mondiale et à la faiblesse de la demande extérieure. En conséquence, la croissance a stagné au cours des quatre derniers trimestres, le PIB réel n'ayant augmenté que de 0,1 %.

Pour l'avenir, les perspectives restent sombres. La confiance des entreprises dans tous les secteurs est à son plus bas niveau depuis la pandémie de Covid, et à un niveau qui n'a fait qu'empirer lors d'épisodes de profonde contraction, tels que la crise financière mondiale ou la crise de la dette souveraine. Alors que les enquêtes de confiance et les enquêtes auprès des entreprises pointent vers de nouvelles baisses de l'activité au dernier trimestre de l'année, la région se trouve actuellement au bord d'une récession, définie comme deux trimestres consécutifs de croissance négative. Quels sont les principaux facteurs qui signalent une forte probabilité que l'économie de la zone euro finisse cette année par une récession ?

Premièrement, nous nous attendons à ce que les conditions financières se durcissent en raison des hausses des taux directeurs et de la normalisation du bilan des banques centrales. Le cycle de resserrement des taux d'intérêt de la Banque centrale européenne (BCE) est probablement terminé, après avoir accumulé une augmentation de 450 points de base, laissant le principal taux de refinancement à 4,5 %, le plus élevé depuis plus de 20 ans. Cependant, malgré la fin attendue du resserrement, il est largement admis que la transmission des changements de taux directeurs aux ménages et aux entreprises est progressive et que, par conséquent, l'impact du resserrement précédent ne se fait pas encore pleinement sentir sur la consommation et l'investissement. Outre la hausse des coûts du crédit, la BCE poursuit son processus de normalisation de son bilan. Cela implique l'annulation des mesures extraordinaires mises en place par le biais de différents programmes d'achat d'actifs pendant la pandémie de Covid, ce qui entraîne une réduction de la liquidité sur les marchés financiers. En conséquence, les banques ont annoncé tout au long de l'année des normes de crédit



plus strictes pour les ménages et les entreprises, et elles devraient encore les durcir. En conséquence, les volumes de crédit continuent de se contracter, pesant sur l'activité économique. Deuxièmement, la récession manufacturière continue de s'aggraver et s'étend désormais à toutes les principales économies de la région. Les indices des directeurs d'achats manufacturiers (PMI) reflètent bien ces conditions. Le PMI est un indicateur basé sur une enquête qui fournit une mesure de l'amélioration ou de la détérioration de l'activité économique. Un niveau d'indice de 50 sert de seuil pour distinguer les conditions économiques de contraction (inférieures à 50) et d'expansion (au-dessus de 50). Le PMI montre que le secteur manufacturier s'est détérioré continuellement cette année et s'est encore détérioré en octobre. Le pessimisme a touché en premier lieu le secteur industriel allemand, compte tenu de sa plus grande exposition au ralentissement de l'économie chinoise et aux

contraintes énergétiques. Mais les conditions négatives se sont généralisées dans les quatre principales économies (Allemagne, France, Italie et Espagne), qui représentent 73 % du PIB de la région. En outre, les difficultés liées aux contraintes énergétiques et à la faiblesse de la demande extérieure continueront de freiner l'activité manufacturière, signalant une contribution négative à la production totale au cours du dernier trimestre de l'année. Dans l'ensemble, après une année de stagnation économique, la zone euro devrait selon nous terminer 2023 en récession, compte tenu des conditions financières serrées et d'un secteur manufacturier en profonde contraction. Pour l'avenir, nous prévoyons une reprise du cycle manufacturier qui atténuerait en partie le ralentissement des dépenses de consommation. Cela aiderait l'économie de la zone euro à sortir de la récession vers le premier trimestre 2024. Néanmoins, l'économie globale reste stagnante et faible.

APRÈS 4 DÉCENNIES

Jim Chanos ferme des hedge funds

Le légendaire vendeur à découvert connu pour ses paris baissiers contre Enron et Tesla, Jim Chanos, fermera ses hedge funds après près de 4 décennies. Chanos & Co., qu'il a fondé sous le nom de Kinikos Associates en 1985, prévoit de restituer la majeure partie du capital aux investisseurs d'ici la fin de l'année, selon une lettre adressée aux clients. "Ce n'est un secret pour personne que le modèle économique de vente à découvert et de paris de couverture a été mis sous pression et que l'intérêt des acheteurs des actions sous-jacentes a diminué", a écrit Chanos. « Même si je suis plus passionné que jamais par la recherche et l'investissement, je me sens obligé de poursuivre ces passions dans une structure différente. » Ses fonds spéculatifs sont en baisse d'environ 4 % depuis le début de l'année et les actifs de l'entreprise sont tombés à moins de 200 millions de dollars, contre environ 8 milliards de dollars en

2008. Chanos, 65 ans, continuera de diriger son entreprise, investissant principalement son capital personnel. Il gère également les fonds de certains clients dans des comptes gérés séparément. Chanos a écrit que sa société continuera à fournir « des conseils personnalisés aux investisseurs sur les idées courtes et les portefeuilles fondamentaux, ainsi que des informations macroéconomiques parfois rentables ». À la fin du programme, les clients recevront environ 90 % de leur argent d'ici la fin de l'année et le reste au premier semestre de l'année prochaine. Chanos a déclaré avoir clôturé les fonds après avoir restitué près de 5 milliards de dollars de bénéfices aux investisseurs depuis la création de la société. Chanos a débuté comme analyste au début des années 1980, publiant des recherches côté vente lorsqu'il s'est rendu compte qu'il avait le don de dénicher des entreprises en difficulté. Il a grandi à Milwaukee et envisageait initialement de devenir médecin avant

de changer de cap pour poursuivre des études en économie à l'Université de Yale. Lorsqu'il a fondé son entreprise à New York, il a choisi le nom Kinikos – le mot grec signifiant cynique. Son entreprise avait tendance à examiner 3 types de sujets de vente à découvert : les modes de consommation, les manies d'actifs alimentées par l'endettement et les entreprises présentant des anomalies comptables. Il est célèbre pour avoir été l'un des premiers investisseurs à avoir remarqué des problèmes chez Enron - un an avant l'effondrement du groupe énergétique - et a contribué à dénoncer une fraude généralisée, profitant de la chute du cours de l'action d'une moyenne de 79,14 dollars par action en 2000 à seulement 60 cents en décembre 2001. .

Tesla et IBM Récemment, Chanos a maintenu son pari contre la Tesla d'Elon Musk pendant plus de 5 ans – mais a perdu. Le titre est en hausse de plus de 1 500 % depuis

2015. Chanos a contesté le modèle commercial et la valorisation de l'entreprise, affirmant en 2020 que ses bénéfices trimestriels étaient davantage tirés par les ventes à crédit réglementaires que par les ventes d'automobiles. Cette année-là, il détenait l'une de ses plus importantes positions courtes sur IBM, affirmant que le géant de la technologie avait eu recours à « l'ingénierie financière » pour atténuer son déclin. Il a également été un fervent orateur sur la Chine et a gagné 100 millions de dollars grâce à la société de paiement allemande Wirecard AG, vendant à découvert. Alors qu'il est en train de fermer ses fonds spéculatifs, Chanos a déclaré dans sa lettre qu'il estimait que "l'âge d'or de la fraude était toujours en vigueur". Parmi les « nombreuses » opportunités à court terme qu'il voit aujourd'hui : les centres de données et les sociétés de placement immobilier.

AFIN DE PROTÉGER SES CONSOMMATEURS
La France accepte de plafonner le prix de l'énergie nucléaire d'EDF

Électricité de France SA et le gouvernement français ont convenu d'un plafonnement à long terme du prix de l'énergie nucléaire, contribuant ainsi à protéger les ménages et les entreprises des coûts énergétiques élevés subis par l'Europe depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie. L'accord entre le premier producteur d'électricité français et son unique actionnaire intervient après des mois de négociations difficiles. Il vise à préserver un approvisionnement énergétique abordable et fiable, que le pays considère comme l'un des points clés de sa compétitivité sur les marchés internationaux.

La France vise des économies budgétaires de 12 milliards d'euros en 2025

Le gouvernement français vise à réaliser des économies de 12 milliards d'euros (13 milliards de dollars) dans son budget 2025 afin d'atteindre ses objectifs de réduction du déficit, a déclaré le ministre du Budget Thomas Cazenave dans une interview à l'hebdomadaire français La Tribune Dimanche. La France a un objectif de déficit de 4,4 % pour 2024 et de 3,7 % pour 2025. Le projet de loi de finances du gouvernement pour 2024 prévoit des économies de 16 milliards d'euros.

La Tesla Model 3 épinglée au contrôle technique

Comme chaque année, la branche automobile du TÜV Sud dévoile son bilan du contrôle technique en Allemagne. Cet organisme rassemble les données de centres de contrôle technique outre-Rhin avec, comme toujours, un classement qui en dit long sur l'état du parc automobile allemand. Et pour 2024, il semble que les premiers passages des Tesla Model 3 ne soient pas bons ! Chez nos voisins, le premier contrôle technique est obligatoire à partir de la troisième année de mise en circulation. Puisque les livraisons de la Model 3 ont débuté en Europe courant 2019, ce n'est qu'à partir de 2023 que l'on peut enfin avoir un tour d'horizon des contrôles sur la berline américaine.

La Model 3 dernière

Le classement place donc la Tesla Model 3 bonne dernière, à la 111e place actuelle juste derrière la Dacia Logan. La Model 3 affiche un taux de défaillance de 14,7 %, ce qui semble important puisque la Logan est à 11,4 %. Il faudrait toutefois avoir accès aux détails des défauts remontés, mais le TÜV mentionne tout de même des défaillances "importantes", notamment dans deux domaines : freinage (disques et plaquettes peu sollicités sur les électriques grâce au régénératif, et donc paradoxalement moins efficace dans le temps) et les suspensions/essieux, qui semblent être récurrents sur la Model 3. La voiture électrique au sens large est-elle fautive, ou simplement la Model 3 ? Le TÜV aurait un premier élément de réponse : chez Tesla, il n'y a pas d'intervalles d'entretien à l'inverse d'autres constructeurs qui vendent des électriques. "Nous ne nous attendons pas à des performances aussi médiocres de la Tesla Model 3. Mais le résultat confirme notre hypothèse selon laquelle les voitures électriques doivent également être entretenues régulièrement". Parallèlement, la vieillissante Volkswagen e-Golf est à la 4e place du classement avec 2,6 % de taux de défaillance. La Renault Zoe se classe 49e avec 5,1 % de taux de défaillance.

Il faudrait pouvoir inspecter les batteries

Ces résultats n'écartent pas non plus la défaillance de l'humain, et plus particulièrement des propriétaires de Tesla qui ne vont jamais en concession (puisque cela n'est pas nécessaire selon la marque américaine) et qui pourraient donc plus facilement passer à côté de défauts (éclairage, frein, pneus...) pouvant être repérés par un technicien en service après-vente. Simple malveillance du propriétaire ou vrais problèmes de conception, le temps le dira. Désormais, la mission du TÜV s'oriente vers un contrôle technique plus précis sur les véhicules électriques : "nous avons besoin d'un ajustement du contrôle technique général pour les voitures électriques" précise Joachim Bühler, directeur général du TÜV. Il demande notamment des outils pour pouvoir évaluer plus en détail les batteries et les composants haute tension. A l'heure actuelle, seule une inspection visuelle rapide est pratiquée en centre.

HYUNDAI-ULSAN

La plus grande usine automobile du monde

Jeunot parmi les constructeurs automobiles, Hyundai l'est. Si l'entreprise est fondée en 1947, elle touche à de nombreux autres secteurs avant de se mettre à la voiture en commençant par fabriquer sous licence des Ford Cortina.

Créée en 1967, la division Motors est suivie, un an plus tard, par la pose de la première pierre de l'usine d'Ulsan située à environ 360 km de Seoul, au sud-est du pays. Là, Hyundai y fabrique son tout premier modèle, la Pony. Le site n'est pas choisi par hasard. En bord de mer, il doit permettre d'exporter rapidement la production en bateau...domaine où Hyundai est également très compétent via la construction navale.

Ulsan : le cœur historique de Hyundai

D'années en années, d'augmentations de volumes en conquêtes de nouveaux marchés, avec une présence aujourd'hui sur tous les continents, Hyundai a fait d'Ulsan, la plus grosse usine automobile du monde. Le 13 novembre dernier, à l'occasion de la pose de la première pierre d'une future chaîne de production dédiée à des 100% électriques, Hyundai a annoncé une capacité de production accrue de 200 000 voitures par an. Faisons les comptes.

Une ville dans la ville

Même si vous tapez dans le ballon rond tous les week-end et que vous avez du souffle, le site d'Ulsan va vous faire tomber à la renverse. Sa surface de plus de 5 000 000 de m2 représente à la louche plus de 800 terrains de football ! C'est dément en sachant que pour trouver de la place pour sa nouvelle chaîne de production (les futurs bâtiments couvriront 500 000 m2), Hyundai a décidé de supprimer ses vieilles pistes d'essais placées au cœur du site. D'ailleurs, on peut parler de sites au pluriel tant ce dédale industriel cache de multiples activités. Fabrication de moteurs, de boîtes de vitesses, d'acier, tout



ou presque est réalisé sur place, une stratégie que Hyundai assume avec des fournisseurs eux-mêmes souvent de la maison. Côté production automobile véhicules particuliers et utilitaires sont répartis entre cinq chaînes de production. C'est la norme dans l'industrie automobile moderne alors les chaînes accueillent ainsi plusieurs types de silhouette ou énergie. Genesis (marque de luxe de Hyundai), Sonata, Kona hybrides, 100% électriques comme la Ioniq 5 et utilitaires et dérivés comme le Staria, sont produits sur place. Au passage, sachez que l'automatisation ne semble pas autant poussée qu'en Europe, du moins pour la partie que nous avons pu visiter. Et dans cette

ville, travaillent plus de 32 000 personnes !

Une cadence folle, des chiffres fous

D'après vous combien de véhicules sortent chaque jour travaillé de l'usine d'Ulsan en sachant que l'on n'y travaille pas 7 jours sur 7 ? Jusqu'à 6 000 ! Autrement dit, vous ne rêvez pas, il sort des chaînes de production plus d'1,4 millions de voitures par an dont près de 80% part à l'exportation. Et dire que la nouvelle chaîne dédiée à de futurs modèles 100% électriques doit si tout se passe bien ajouter 200 000 unités à ce bilan comptable fou ! Evidemment, avec une telle cadence il faut trouver de la place. Pour ne pas se retrouver

avec des parkings géants encombrés, Hyundai affrète 3 bateaux par jour pour exporter sa production. Ces derniers peuvent mettre dans leur ventre la capacité quotidienne de l'usine. Les voitures sont amenées sur le quai avec un ballet parfaitement rodé de chauffeurs triés sur le volet. Ils sont 200 contre 20 marins à bord des mastodontes flottants. A bord de ces derniers, les voitures sont réparties sur 12 à 13 niveaux relevables en fonction de la hauteur des véhicules. Pour l'anecdote, sachez que le modèle le plus exporté est le Kona, en sachant que cela concerne la version hybride seulement puisque l'électrique est produit en République Tchèque.

ELLES SONT INUTILES (ET DONC INDISPENSABLES)

Les nouvelles jantes BMW M

Le segment le plus rentable pour les constructeurs reste le haut de gamme et le sport. BMW, Mercedes et Audi le savent depuis bien longtemps avec leurs départements respectifs. Et les constructeurs ne sont jamais à court d'idée pour proposer des équipements et des options toujours plus coûteuses, mais pas toujours très utiles en dehors de l'aspect esthétique. Nous parlons bien évidemment des inserts "carbone" (qui sont des plastiques renforcés de fi-

bres), mais aussi des jantes à écrou central qui débarquent désormais au catalogue de BMW M Performance. Une gamme complète d'accessoires et de pièces spécifiques qui peuvent être rajoutées à certains modèles M.

Aucun intérêt à part visuel ?

Les jantes Centerlock (à serrage central) sont bien connues des clients Porsche sur certains modèles RS. Elles arrivent désormais sur M2, M3 Berline/Touring et M4 Coupé et Cabriolet.

Les M5, M8 ou encore SUV ne sont donc pas concernés par cette actualité. Pour pallier à l'absence des autres écrous, l'écrou central est serré à 930 Nm. Il faudra donc de gros bras de mécanicien à un mètre de bras de levier, ou bien un outillage spécifique. L'intérêt de ces jantes ? A peu près aucun, à part le fait de pouvoir les changer rapidement comme en course. Mais si vous crevez en rase campagne avec de telles jantes, bon courage pour arriver à serrer à près de 1000 Nm

sans sortir la "péteuse", qui n'est de toute façon pas indiquée pour le serrage. "Les roues forgées allégées à rayons en Y, de couleur Jet Black mat, arborent l'inscription M Performance fraisée et sont équipées de pneus aux dimensions 275/35 ZR19 pour l'avant et 285/30 ZR20 pour l'arrière", précise BMW. Nous avons contacté la marque pour connaître le prix de cette option, mais sans réponse à l'heure où nous écrivons ces lignes.

ILS ARRIVENT À PIRATER LA SÉCURITÉ DES AMAZON LOCKER

Plus de 470 000 euros de colis volés

Cinq individus ont été mis en examen pour avoir escroqué 470 000 euros de colis Amazon dans le Val-d'Oise. Les malfrants sont parvenus à contourner les protocoles de sécurité du locker du e-commerçant.

C'est une affaire qui embête bien Amazon. Cinq personnes ont été mises en examen, pour une fraude estimée à près d'un demi-million d'euros, à l'encontre du géant américain, nous apprend franceinfo. Les individus sont soupçonnés d'avoir élaboré tout un mode opératoire sophistiqué, pour passer outre les protocoles de sécurité des Amazon Locker, ces consignes pratiques installées un peu partout en France, pour ensuite dérober des colis.

Un stratagème sophistiqué mis en place par les fraudeurs

Des irrégularités lors de livraisons avaient poussé à l'ouverture d'une enquête, en novembre 2022. Six suspects furent alors interpellés, pour un préjudice évalué à 470 000 euros, résultant du retrait frauduleux de colis dans les lockers. Le groupe de fraudeurs, démantelé par la Brigade de recherches de L'Isle-Adam, opérait en association de malfaiteurs. Lors de différentes

perquisitions, des produits high-tech et de luxe, ainsi que 8 500 euros en espèces, ont été saisis. Et vous allez voir que le stratagème était bien pensé. Dans un premier temps, les malfaiteurs demandaient à leurs proches de passer des commandes. Ils procédaient ensuite au retrait de ces commandes dans les Amazon Locker, sans détection informatique, en remplaçant le carton du e-commerçant par un carton vide. Ensuite, ils initiaient à chaque fois une demande de remboursement.

Les articles volés dans les Amazon Locker étaient vendus sur le marché d'occasion

Mais que faisaient donc les escrocs des articles dérobés ? Ils les écoulaient dans un commerce spécialisé dans la vente de produits d'occasion, tout simplement. Les autorités ont souligné, au cours de l'enquête, le caractère sophistiqué de l'opération frauduleuse qui, en plus, n'a lésé aucun véritable client d'Amazon.



Au terme des gardes à vue, le parquet de Pontoise a mis en examen cinq individus pour escroquerie, les plaçant sous contrôle judiciaire. Onze autres suspects ont été entendus librement, outre les saisies

significatives dont nous parlions. Neuf personnes seront aussi jugées sur reconnaissance préalable de culpabilité. Cette affaire révèle en tout cas la vulnérabilité des systèmes de livraison et de rembour-

sement des grandes plateformes. Le démantèlement de ce réseau démontre aussi l'efficacité des forces de l'ordre dans la lutte contre la criminalité économique liée aux nouvelles technologies.

JO 2024

Comment activer La cybersécurité en première ligne

AYANEO vient concurrencer GPD avec une nouvelle console portable dotée d'un véritable clavier, hélas seulement en disposition QWERTY. Sans aucun doute, AYANEO est la société la plus active sur le marché des consoles portables. Presque trop active d'ailleurs, on pourrait se perdre entre ses références de Air, Slide, Pocket autres KUN. Ne boudons toutefois pas notre plaisir car AYANEO ne se contente pas de multiplier les références, elle fait œuvre innovante avec des consoles très différentes les unes des autres.

Toujours pas d'écran OLED

Il y a seulement quelques jours, nous vous proposons le test de l'imposante KUN, une console certes toujours centrée sur le Ryzen 7 7840U d'AMD, mais avec une impressionnante dalle 8,4 pouces. Aujourd'hui – alors que nous attendons des nouvelles des modèles Android de la marque – c'est la Slide et son écran escamotable pour laisser apparaître un clavier physique qui fait parler d'elle. Annoncée depuis déjà plusieurs mois, cette Slide vient effectivement de toucher terre... enfin de débouler sur la plateforme Indiegogo. Comme pour chaque produit, si AYANEO a déjà lancé la production de sa Slide, elle compte sur le financement participatif pour évaluer la demande, faire profiter de quelques promotions ses plus fidèles clients et, sans doute aussi, étaler un peu la fabrication des machines.

Mais un vrai clavier QWERTY 64 touches

Au cœur de la Slide, c'est encore et toujours ce Ryzen 7 7840U signé AMD qui anime la console. La puce est présente chez



tous les fabricants ou presque grâce à la puissance offerte par sa solution graphique intégrée. Par rapport à la KUN, AYANEO revoit sérieusement à la baisse les dimensions de la machine (226 x 90 x 28,5 mm), mais aussi son poids (650 g) et la taille de son écran. De fait, il est question d'une dalle IPS de 6 pouces FullHD. Non, l'OLED chez AYANEO, ce n'est pas encore pour tout de suite. Nous l'avons dit, l'intérêt de cet écran est d'être coulissant : en le faisant glisser complètement, on laisse apparaître un clavier QWERTY de 64 touches. Autre point intéressant, comme nous l'avions relevé sur le test de la GPD Win 4, l'écran ainsi « dégagé », on gagne en confort. De plus, AYANEO a imaginé un système pour légèrement incliner l'écran de 10° à 30°. Sinon, la marque reste fidèle à ses SSD au format 2280 pour une plus large compatibilité et à la présence de deux ports USB4 Type-C. Lecteur microSD jusqu'à 700 Mo/s, WiFi 6E et Bluetooth 5.2 complètent la fiche technique. Enfin, s'il est encore difficile de placer les consoles AYANEO en face du Steam Deck ou même de la ROG Ally, les prix semblent baisser un peu avec la Slide. Le modèle d'entrée de gamme (16 Go DDR5 + 512 Go SSD) est à 900 dollars (825 euros) et même 800 dollars (730 euros) sur Indiegogo.

AYANEO SLIDE

La console portable avec clavier se lance sur Indiegogo

Après des années de démesure, en France, les salaires dans l'informatique devraient retourner à la raison en 2024 et afficher 7 % de hausse en moyenne selon une étude de Humankind. Pour autant, de fortes évolutions sont prévues dans les professions en tension du cloud, des données, de l'IA et de la cybersécurité.

En 2024, les salaires devraient progresser de 7 % en moyenne en 2024 dans l'informatique, restant bien en deçà de 2022 où l'on notait des progressions de 14,6 %. C'est ce que prévoit Humankind dans l'édition 2024 d'une étude sur les rémunérations pratiquées en Île-de-France dans les fonctions technologiques. Cette baisse significative de l'augmentation des salaires est due à plusieurs facteurs : la période actuelle d'inflation post-covid, la diminution significative des levées de fonds dans l'IT, les licenciements et les gels des embauches ainsi qu'une croissance également ralentie en Chine et aux États-Unis, qui provoque une baisse des investissements. Pour la première fois depuis la pandémie de Covid, on note un retour des candidatures spontanées d'informaticiens dans les cabinets de recrutement. Pour autant, certaines professions à forte valeur ajoutée

continuent d'offrir de belles opportunités. C'est notamment le cas des métiers de la data, dont les rémunérations restent supérieures en marché malgré un recul attendu en 2024, soit +3 % contre +14 % en 2022. L'étude révèle une recrudescence des besoins en ingénieurs ainsi qu'en analyste des données. Dans ces professions, les salaires annuels médians sont compris entre 42 000 euros en début de carrière et 85 000 euros pour un profil confirmé. À leurs côtés, les experts en IA font également partie de ceux qui sont les mieux payés avec +13 % de hausse prévue d'ici l'an prochain, comme l'année passée.

Trois spécialités IT dans la course aux hauts salaires

Les métiers de l'IT englobant les domaines du cloud, du développement informatique et de la cybersécurité continuent quant à eux de tirer leur épingle du jeu avec +17 % en moyenne vs 16 % en 2022. Parmi ces fonctions, trois profils seront fortement sollicités en 2024. Il s'agit des pentester en cybersécurité (à partir de 45 000 € avec 3 ans d'expérience et jusqu'à 82 000 € pour un profil confirmé). Au rang des compétences IT qui se détachent, on

trouve les responsables de la sécurité de site (SRE) ainsi que les spécialistes ingénieurs cloud avec des rémunérations comprises entre 45 000 € pour la fourchette basse et jusqu'à 85 000 € pour la fourchette haute.

Les professionnels UI/UX en perte de vitesse

Les exigences des candidats devraient également s'accroître dans les professions du e-commerce avec +8 % de progression sur le bulletin de salaires des professionnels des places de marché et des business développeurs. Pour leur part, si les catégories des produits et du design prennent de plus en plus de place dans la conception de l'expérience utilisateurs, les salaires devraient se stabiliser en 2024. Humankind table en effet sur une hausse moins marquée pour ces candidats, poursuivant la tendance de l'an dernier, soit +3 % de mieux seulement par rapport aux 12 % de progression de 2022. « L'inflation et la hausse des taux impactent fortement les entreprises qui sont en train de geler leurs dépenses et leurs recrutements », explique Hymane Ben Aoun, directrice générale de Humankind et fondatrice d'Aravati, division du groupe, dans un communiqué.

Mots fléchés

Trouble du sommeil	↓	Exprimée	↓	Avec les autres	↓	Problème d'ado	↓	Retirée	↓	Accès	↓	Étoiles	↓
Liaisons		Grand vautour		Périmés		Parfum marin				Conifères		Réfuté	
	→		↓		↓		↓				↓		↓
Récolte d'été	→							Mauvais génie	→				
Parfumé								Largeur de tissu					
	→					Soulager d'un poids	→		↓				
						Canapés							
Mère d'ânon	→						↓	Mettre de côté		Régal de singe		Pièce de charue	Cardinal de Strasbourg
Esprit													
	→			Émeri	Grand arbre		Idem		Action de scout	→		Précède la matière	↓
												Volcan actif	
Note en marge		Étalages	→										Assumer
	→												↓
		Solda	→					Sans bavure	→				
		Os du bassin						Ville d'Ukraine					
Remplacées par l'euro	→					Vallée fluviale	→			Engin de terrassement		Hilarité	
Résultat						Jazz							
	→												
						Norme	→						
Située	→					Taire	→					Prêtresse d'Héra	→
Anxiété						Flacon						Mille-pattes	
	→												
				Enduit de skis	→					Mélodies	→		
				Luettes						Famille de la tulipe			
Se sauve (s'...)	→							Fucus	→				
								Entre 3 et 4					
Place des promos		Abri de voiture		Version de film	→					Affluent du Rhin	→		Canal interne
				Fleur à clochettes						Père de l'autoclave			
	→												↓
		Terme arithmétique	→										
		Sur les cases noires											
Encensée	→							Premier de France	→			Couppelles de labo	Ville de l'Orne
Perturbation								Cité engloutie					
	→												↓
						Rapaces	→						↓
						Toute une époque							
Badine	→							Suit la citation	→			Saison	→
Vieille								Hors portée				Habitudes	
	→												↓
				Serpente dans la prairie	→			Sans parti pris	→				
Il aime le beau	→									Entrent dans les quartiers	→		



Abdelmadjid Tebboune reçoit Recep Tayyip Erdogan

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, recevra aujourd'hui le Président de la République de Turquie, Recep Tayyip Erdogan, dans le cadre d'une visite officielle en Algérie, au cours de laquelle les deux Présidents superviseront les travaux de la deuxième session du Conseil de coopération algéro-turque de haut niveau.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 21 novembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



TRANSITION ÉNERGÉTIQUE EN AFRIQUE

Création à Rome d'un réseau international d'experts

Un réseau international d'experts, d'universitaires, de leaders d'opinion, traitant notamment de la transition énergétique, du changement climatique et de la géopolitique, vient d'être créé à Rome afin de promouvoir l'échange d'expertise et d'analyser les meilleures pratiques énergétiques, a indiqué lundi Arslan Chikhaoui, expert en géopolitique et membre de ce réseau. Créé à l'occasion de la conférence sur "la transition énergétique en Afrique: soutenir l'avenir du continent", qui a eu lieu les 16 et 17 novembre, ce groupe d'experts tend à enrichir le débat public sur la transition énergétique entre l'Afrique et l'Europe, et qui a réuni des chercheurs africains, italiens et européens et des représentants d'organisations internationales. Elle a été organisée par la société pétrolière et gazière italienne Eni et l'Université Luiss de Rome. "Le réseau entend soutenir le développement durable du continent africain, dans le respect des priorités et des approches de toutes les parties, ont souligné les promoteurs de l'initiative", a précisé M. Chikhaoui. Au cours de la conférence, il a été affirmé que disposer d'une énergie durable, sur un continent où 600 millions de personnes n'ont aujourd'hui pas accès à l'électricité, est un élément clé pour le développement de l'Afrique, et en même temps la transition énergétique qui est liée au changement climatique, agro-industrie et sécurité alimentaire.

APN

Adoption du projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, lundi à Alger, le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique, et ce lors d'une plénière tenue sous la présidence de M. Brahim Boughali, président de la Chambre basse du Parlement en présence du ministre de la Communication, Mohamed Laagab et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le projet de loi vise à pallier les lacunes ayant précédemment entaché les législations relatives aux médias en vue de mettre en place un cadre juridique à l'exercice médiatique. Ce projet définit également une série de termes, d'instances et d'individus habilités à exercer l'activité de la presse écrite et la presse électronique, ainsi que les conditions y afférentes, selon les précisions apportées par M. Laagab lors de la présentation du texte.

Pour rappel, la Commission de la culture, de la communication et du tourisme à l'APN avait examiné les propositions d'amendement de quelques articles prévus dans le projet de loi relatif à la presse écrite et à la presse électronique. La Commission a approuvé entièrement six (6) amendements et partiellement cinq (5) amendements. Huit (8) autres amendements n'ont pas été approuvés, d'après le rapport complémentaire de la Commission. Les amendements approuvés par la Commission concernent la substitution de certains termes par d'autres par souci d'exactitude et de clarté du sens. Elle a proposé certains alinéas en vue de lever toute ambiguïté dans l'organisation de la presse écrite et de la presse électronique, notamment les conditions à remplir par

le directeur de la publication qui doit avoir huit (8) ans d'expérience ou plus dans le domaine de la presse validés par la Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS). L'ajout stipule en outre qu'il doit être de nationalité algérienne n'ayant jamais été condamné définitivement dans des affaires liées à la corruption, selon le même rapport. Le projet de loi, détaille la Commission dans son rapport, « répond aux aspirations des professionnels de la presse écrite et de la presse électronique, renforçant ainsi la liberté et le sens du professionnalisme en termes des pratiques médiatiques conformément aux dispositions de la Constitution ». « Il s'adapte aussi à la loi organique relative à l'information qui consacre le droit du citoyen à une information authentique et objective ».

CRIMES CONTRE LES PALESTINIENS

Larbaoui réitère l'appel du Président Teboune à juger l'occupant sioniste

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a réitéré, ce lundi, l'appel lancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à tous les hommes épris de liberté, aux hommes de conscience de par le monde, aux juristes et aux organisations de défense des droits de l'homme en vue d'initier une action judiciaire auprès de la Cour pénale internationale (CPI) et des organisations internationales de défense des droits de l'homme contre l'entité sioniste pour ses crimes perpétrés à l'encontre du peuple palestinien, particulièrement dans la bande de Ghaza. Le Premier ministre qui présidait, au Centre international des conférences (CIC) « Abdelatif Rahal » à Alger, l'ouverture des travaux du Dialogue judiciaire africain organisé par la Cour afri-

caine des droits de l'homme et des peuples (CAFDHP), a rappelé l'appel lancé « à la communauté internationale pour assumer ses responsabilités, assurer une protection internationale au peuple palestinien frère et mettre fin à des décennies d'impunité pour les crimes commis contre les Palestiniens ». « La communauté internationale est impuissante à imposer le respect des droits de l'homme, bafoués dans la guerre d'extermination » que mène l'occupant sioniste contre le peuple palestinien frère, a-t-il souligné, précisant que « les valeurs du droit international humanitaire » sont pourfendues à chaque fois que l'armée d'occupation sioniste pilonne Ghaza. Par ailleurs, M. Larbaoui a passé en revue « les souffrances du peuple sahraoui

privé, depuis un demi siècle, de son droit légitime à l'autodétermination, bien que ce droit soit inaliénable et reconnu à l'unanimité par la Communauté internationale à travers les résolutions onusiennes, en ce sens qu'il a constitué par le passé un règlement juste et historique pour plusieurs pays africains ayant recouvré leur indépendance et leur liberté ». Il a affirmé que cette situation « requiert la poursuite de l'action et l'intensification des efforts en vue de mobiliser la solidarité internationale, à l'effet d'activer tous les mécanismes devant garantir le respect et la mise en œuvre des décisions pertinentes de la légalité internationale, en sus des règles du droit international liées aux droits de l'homme et au droit international humanitaire ».

COMMISSION MIXTE ALGÉRO-MAURITANIENNE DE COOPÉRATION DOUANIÈRE

Nécessité de renforcer la coopération entre les deux pays

La Commission mixte algéro-mauritanienne de coopération douanière a tenu, lundi à Alger, sa 6e session sous la présidence du Directeur général des Douanes, Abdelhafid Bakhouch et son homologue mauritanien, Hamdoun Ould Cheikh Abdallah. Les travaux de cette réunion se sont déroulés au siège de la Direction générale des Douanes (DGD), en présence de la

délégation mauritanienne, qui a entamé dimanche une visite de travail à Alger, des cadres centraux de la DGD, de la représentante du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, ainsi que l'ambassadeur de la République islamique de Mauritanie en Algérie. A cette occasion, M. Bakhouch a souligné "la nécessité de renforcer la coopération douanière entre les deux pays,

notamment après l'ouverture de l'Algérien Union Bank (AUB) et de l'exposition permanente des produits algériens à Nouakchott, ce qui renforcera les relations commerciales et les échanges bilatéraux, nécessitant ainsi la facilitation du processus d'échange transfrontalier". Cette coopération bilatérale sera traduite par l'échange d'expériences et de connaissances et la concrétisation de tous les mécanismes susceptibles de fa-

ciliter et de sécuriser la circulation des marchandises et des voyageurs à travers les frontières des deux pays, l'objectif étant de faire face à tous les phénomènes de contrebande, notamment de drogues et de psychotropes, tout en surmontant tous les éventuels obstacles pouvant entraver la mise en œuvre efficace de ces mécanismes sur le terrain, poursuit le directeur général.